

# On se branche, mais on branche quoi au juste?

**L'école débranchée**



MICHÈLE QUIMET  
et AGNÈS GRUDA

L'école primaire Saint-Ambroise, située dans le quartier montréalais de la Petite-Patrie, a décidé de prendre le virage informatique.

L'école a un laboratoire équipé de 30 ordinateurs et tous les professeurs y amènent leurs élèves une heure par semaine. Le truc classique, quoi.

Mais d'ici juin, Saint-Ambroise va démanteler son laboratoire et répartir les ordinateurs dans les classes. Chaque enseignant aura donc un ou deux ordinateurs dans son local et il devra les utiliser tous les jours, que ce soit en mathématiques, en français, en arts ou en sciences. Une véritable petite révolution.

« Ça va complètement changer les habitudes des enseignants », explique le directeur de l'école, Yvan Blanchard, qui imagine déjà le jour où l'ordinateur va remplacer le tableau noir et la craie et où le cours magistral, avec des élèves sagement alignés en rang d'oignons, ne sera plus qu'une lointaine vision du passé.

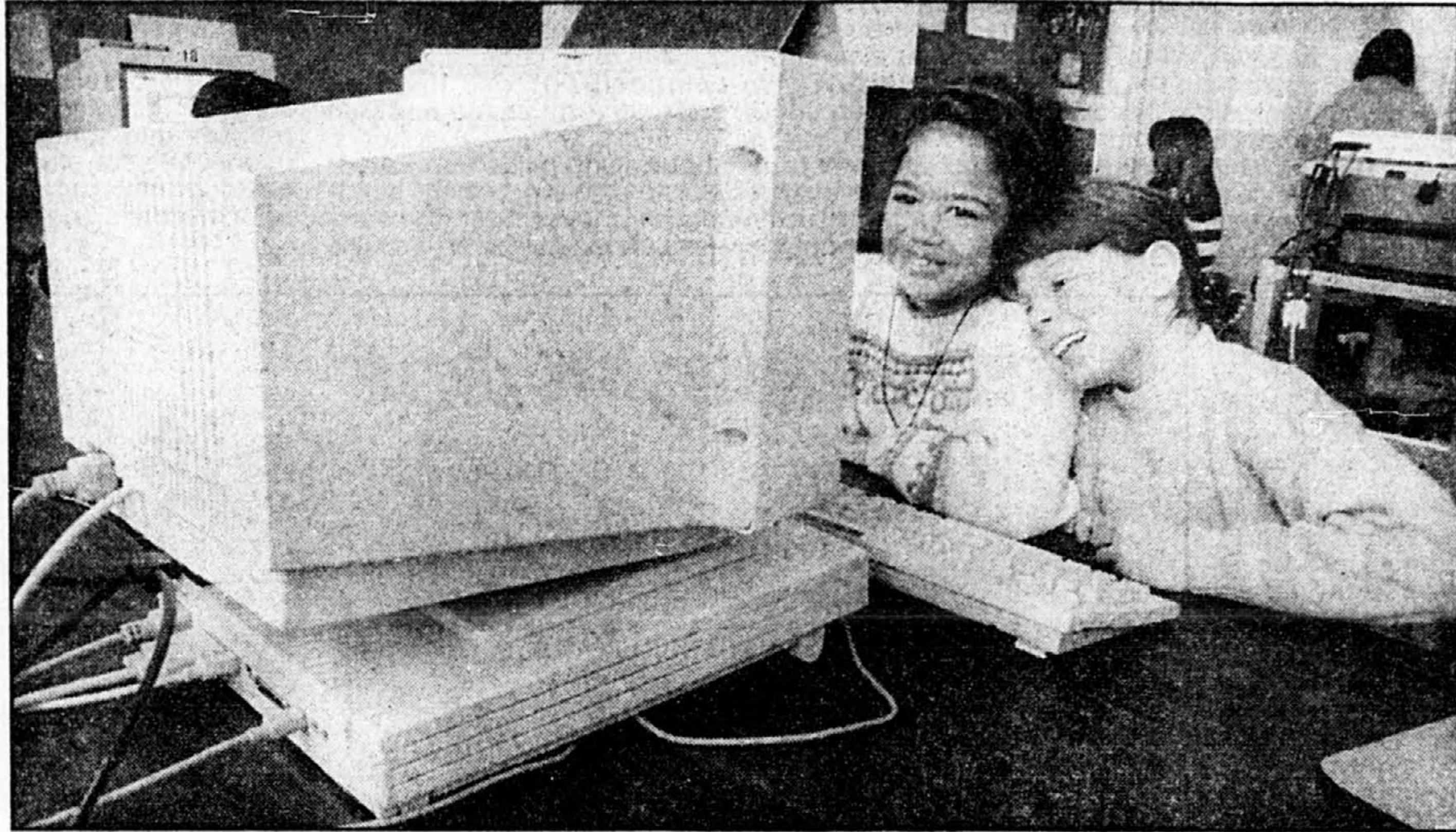
« On n'a pas le choix, précise-t-il. L'informatique va jeter par terre l'enseignement traditionnel. »

Mais les professeurs de Saint-Ambroise sont inquiets. Certains sont réfractaires, d'autres sont enthousiastes mais craintifs et quelques-uns, les mordus, sont prêts à foncer tête baissée.

« Avoir un ou deux ordinateurs dans sa classe, ça va être l'enfer, croit Françoise, une enseignante de deuxième année. Tes rapides vont tout le temps être là. »

« Ici, il y a trois professeurs sur 20 qui sont prêts, trois mordus qui peuvent nous aider, explique Françoise Bertrand, une autre enseignante. Nous, on sait allumer l'ordinateur et brasser la souris. C'est à peu près tout. Quand on est pris, on se dépanne par le grand chemin : on ferme l'écran et on recommence. »

« Ce n'est pas tout de mettre des ordinateurs dans les écoles. Ça prend aussi du contenu et du perfectionnement pour les enseignants, renchérit un conseiller pédagogique, Marc Croteau. Cette technologie-là, veux, veux pas, fait peur parce que les profs vont être obligés de changer la gestion de leur classe. Il y en a qui tremblent en mettant la main sur la souris. »



Jeunes élèves de l'école primaire Saint-Ambroise pendant leur cours d'informatique.

PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

**« On a tendance à croire qu'avec les nouvelles technologies, tous nos problèmes vont être réglés. Mais tout ne s'enseigne pas avec l'ordinateur. »**

Même si Saint-Ambroise a trouvé de l'argent, en rognant sur ses budgets, pour envoyer ses professeurs suivre des sessions de perfectionnement, le virage suscite tout de même bien des inquiétudes.

**Internet**

Au printemps, grâce à une entente signée entre la société GRICS (Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires) et Bell Canada, toutes les écoles de la province pourront être branchées sur l'inforoute et elles auront accès, entre autres, à Internet.

Mais la CECM n'est pas prête à embarquer. « L'entente GRICS-Bell est précipitée et il y a plusieurs points qui ne sont pas clairs, affirme le coordonnateur du secteur des moyens d'enseignement à la CECM, Marcel

Labelle. Ça se prépare ces affaires-là. »

« Il y a encore trop de problèmes techniques et pédagogiques sans oublier la question des coûts, ajoute-t-il. Les écoles, par exemple, ne sont pas prêtes à exploiter Internet en classe. Il faut d'abord faire des expérimentations et bâtir un contenu, mais le ministère de l'Éducation n'a pas de fonds pour faire ça. »

Pour l'instant, il n'y a aucun moyen de civiliser l'Internet, affirment les spécialistes. On y trouve d'ailleurs de tout, même de la pornographie et de la littérature haineuse, et près de 90 % de son contenu est en anglais.

Marcel Labelle est un partisan de l'approche à petits pas. « Si on entre des choses trop rapidement dans les écoles, ça ne sera pas utilisé. On se

laisse impressionner par la technologie et la pensée magique, mais il ne faut pas perdre de vue l'approche pédagogique. Si on tombe dans la bécote, c'est le désastre. »

« On a tendance à croire qu'avec les nouvelles technologies, tous nos problèmes vont être réglés, explique le vice-doyen de la faculté des sciences de l'éducation à l'université Laval, Jacques Sainte-Marie. Mais tout ne s'enseigne pas avec l'ordinateur. C'est tellement d'ouvrage bâtir un cours avec les nouvelles technologies! Ça prend énormément d'énergie pour faire quelque chose qui se tienne. »

**À quel prix ?**

Au primaire, l'utilisation de l'ordinateur est beaucoup plus poussée qu'au secondaire. Selon le Conseil su-

périeur de l'éducation, 55 % des enseignants au primaire utilisent l'ordinateur. Mais plusieurs écoles se sont équipées à la force du poignet, en se débrouillant seules pour trouver l'argent.

L'école primaire Saint-Arsène, par exemple, s'est endettée de 7 000 \$ pour acheter six ordinateurs et les parents de l'école primaire Notre-Dame-de-Grâce ont vendu de tout en dix ans — des cintres, des cartes de Noël, etc., sans oublier l'organisation de marathons — pour monter un petit laboratoire de 21 ordinateurs pour ses 750 élèves.

Les écoles doivent rogner sur leur budget pour s'équiper. La CECM n'a pas d'argent. Pire, au printemps, dans la foulée des compressions budgétaires, elle a sacré une partie de son service informatique.

« Internet, on est loin de ça, dit Gilles Archambault, le directeur de l'école Saint-Arsène. Il faut être réaliste, on coupe partout. »

M. Archambault attend depuis quatre mois qu'un technicien de la CECM vienne brancher son imprimante sur le réseau des ordinateurs.

« Les techniciens courent comme des fous », dit M. Archambault.

Le problème, c'est que plus personne n'a d'argent : ni les écoles, ni les commissions scolaires et encore moins le gouvernement.

« Ça prend de l'argent neuf, croit Wilfrid L'Italien, le président l'Association des directions d'école de la CECM. Il n'y a pas de marge de manœuvre dans les budgets existants surtout avec les compressions qui s'en viennent. »

Tout le monde attend avec impatience la manne gouvernementale promise à mots couverts par le ministre de l'Éducation, Jean Garon, qui ne jure plus que par le grand virage technologique.

En attendant, les écoles comptent leurs sous et font des choix douloureux. Si elles achètent des ordinateurs, elles doivent sabrer ailleurs.

Pour certains, par contre, il n'y a aucun doute. « Si je devais choisir entre ma maternelle quatre ans et l'achat d'ordinateurs, dit Gilles Archambault, je choisirais ma maternelle. L'école Saint-Arsène est dans un milieu défavorisé et elle en a besoin. »

**DEMAIN**  
Les cégeps et les universités courent après leur souffle

**Suite de la Une**

**VIRAGE**

Où au virage technologique mais • on n'a pas d'argent •

Dans son discours de la rentrée, le directeur général de la CECM, Yves Archambault, a demandé à toutes les écoles de prendre le virage technologique. Il a esquissé un tableau idyllique de l'école de demain, branchée sur Internet et sur la planète, avec une bibliothèque équipée de CD-ROM, micro-ordinateurs, caméras vidéo, imprimantes, lecteurs de vidéodisques et où l'enseignant, muni d'un ordinateur portable, se transforme en guide et aide l'élève à naviguer sur l'inforoute.

Les écoles ont deux ans pour élaborer un plan qui leur permettra d'amorcer le grand virage, a précisé M. Archambault.

« Quand M. Archambault a fait son discours, je me suis dit: 'Tabarnouche, mais j'ai pas d'argent!', raconte Mme Fontaine. Je suis venue à ça à 100 p. cent, mais je ne ferai pas de déficit pour acheter des ordinateurs. Il va falloir qu'on nous donne les budgets. »

Impossible, répond le coordonnateur du secteur des moyens d'enseignement à la CECM, Marcel Labelle. « On n'a pas d'argent, explique-t-il. On est pris avec ça et on voit les compressions qui s'en viennent. L'école doit trouver les fonds à même ses budgets et ceux qui ont des problèmes doivent se débrouiller et trouver les ressources autour d'eux. »

L'école Louis-Riel a un ordinateur pour 52 élèves, ce qui est nettement inférieur à la moyenne provinciale qui est d'un ordinateur pour 21 élèves. Le Québec se range d'ailleurs bon dernier parmi les provinces canadiennes.

Si on tient compte de la désuétude du parc informatif, le ratio est plutôt d'un ordinateur pour 28 élèves. L'écart entre les écoles est aussi très important: il va d'un ordinateur pour six élèves à un ordinateur pour 85 élèves.

Selon la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), « il y a encore des écoles primaires où le seul téléphone qui existe est dans le bureau du directeur. »

On est loin de l'autoroute de l'information. Le secteur privé n'est guère mieux nanti. Selon l'Association des institutions d'enseignement secondaire, les écoles secondaires francophones privées ont un ratio d'un ordinateur pour 19 élèves.

L'ordinateur est peu utilisé. Le Conseil supérieur de l'éducation note que seulement 18 p. cent des enseignants du secondaire utilisent l'ordinateur avec leurs élèves pendant une heure ou plus par semaine.

« C'est nettement insuffisant, croit Terri Verret, directrice de l'Association québécoise des utilisateurs de l'ordinateur au primaire et au secondaire (AQUOPS). C'est comme dire aux élèves: 'Je vous donne votre crayon une heure par semaine'. On ne fera pas des jeunes prêts à relever les défis de l'informatique parce qu'ils ont leur doigt! »

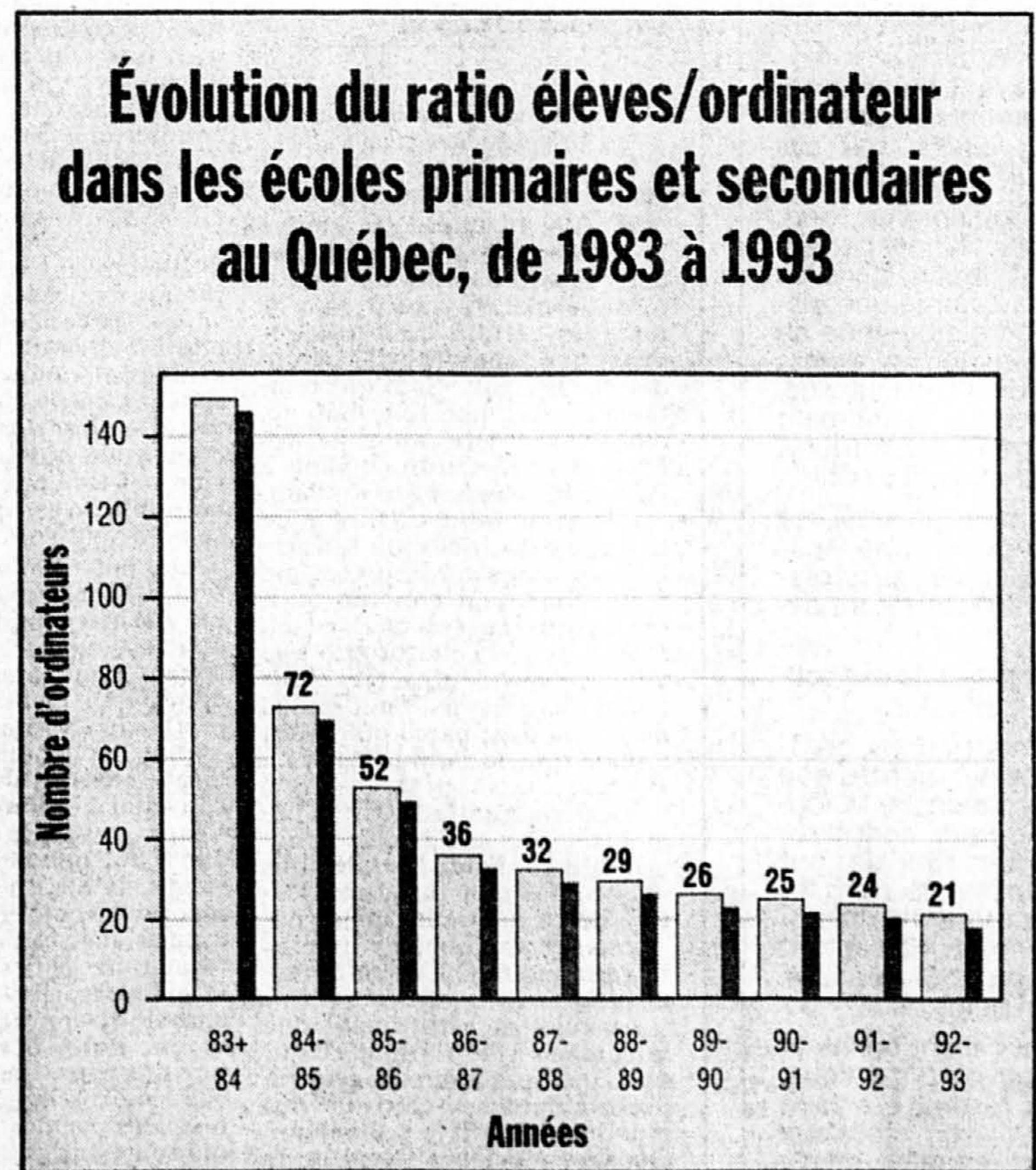
Pire encore, aucun cours d'informatique n'est obligatoire. La majorité des élèves finissent donc leur secondaire V sans avoir suivi un cours d'initiation à la science informatique et sans avoir touché un seul ordinateur à l'école.

**Et les profs ?**

C'est bien beau d'acheter des ordinateurs, mais il faut aussi former les enseignants et leur assurer un support technique. « On ne peut pas placer les ordinateurs dans les écoles comme ça! » dit Diane Drouin, la présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec.

Les écoles souffrent d'un manque flagrant de soutien technique. Quand les nouveaux ordinateurs arrivent, ils peuvent rester des semaines, voire des mois dans des boîtes parce qu'il n'y a personne pour les installer.

À l'école Louis-Riel, par exemple, Claude Comeau, professeur de scien-



ces et responsable du laboratoire d'informatique, a rogné sur ses heures de diner pour brancher les 16 ordinateurs que l'école a achetés au printemps.

« Si j'avais attendu le technicien de la CECM, ça aurait pris des semaines », précise Claude Comeau.

Les enseignants ont aussi besoin de soutien pédagogique. S'ils butent sur un problème, ils peuvent contacter le CEMIS (Centre d'enrichissement en micro-informatique scolaire) de l'école Saint-Gérard. C'est d'ailleurs le seul endroit où les enseignants des 230 écoles de la CECM peuvent s'adresser lorsqu'ils ont un problème

de nature pédagogique. Bref, c'est LE centre de dépannage qui s'occupe aussi du perfectionnement des enseignants. Evidemment, ils sont complètement débordés.

« On ne fournit pas, affirme le directeur de l'école Saint-Gérard, Jacques Roux. Seulement deux professeurs sont dégagés à temps plein. Pour les cours de perfectionnement, on boucle nos inscriptions en trois quarts d'heure. »

« Ça prend une personne dégagée à temps plein dans les écoles, croit Terri Verret. On se leurre si on pense que ça va marcher tout seul et que les professeurs vont faire du surtemps. »

De toute façon, les ordinateurs sont peu utilisés au secondaire car les programmes sont trop serrés. Il n'y a aucune souplesse dans l'organisation scolaire.

C'est au niveau secondaire que l'ordinateur est le moins bien intégré, écrit le Conseil de la science et de la technologie du Québec. L'extrême compartimentation du temps-matière et les changements fréquents de professeurs et de locaux seraient en grande partie responsables de ce problème.

D'ailleurs, même le ministre de l'Éducation, Jean Garon, a reconnu, lors d'un discours prononcé le 5 décembre, que « la majorité des activités liées aux nouvelles technologies sont demeurées ponctuelles et peu intégrées à la dynamique sociale. »

A part quelques mordus, les enseignants ne sont pas prêts à prendre le virage technologique. A Louis-Riel, par exemple, une vingtaine d'enseignants sur 85 ne connaissent à peu près rien aux ordinateurs. Ils peuvent toujours suivre des cours de perfectionnement mais les budgets sont limités à 160 \$ par année pour chaque enseignant.

L'autoroute électronique est pavée de bonnes intentions, écrit la CEQ. Mais à l'aube du 21e siècle, au moment où tous les pays industrialisés investissent massivement pour prendre le virage informatique, les bonnes intentions ne suffisent plus. □

## La tentation électorale

Dans le brouhaha de la passation des pouvoirs, à Québec, le futur premier ministre, Lucien Bouchard, et ses proches collaborateurs ont mis en place les mécanismes qui leur permettraient d'être prêts pour des élections générales, l'automne prochain.



Bien des gens ont dû avaler leur café de travers lorsqu'ils ont appris cela, en lisant *La Presse*, mercredi matin. Non seulement parce qu'un grand nombre de Québécois ne sont pas loin de l'indigestion politique, mais aussi parce qu'ils savent, peu importe leurs opinions politiques, que le Québec ne peut pas se payer le luxe d'une autre campagne électorale.

L'économie du Québec va mal, plus mal que celle des autres provinces. La situation est carrément catastrophique dans la région montréalaise, bombardée par les faillites, les pertes d'emplois, l'effondrement de la construction résidentielle. Les turbulences politiques que nous venons de traverser ne sont pas étrangères à ce marasme.

Bien sûr, l'éventualité de la tenue d'élections générales, à l'automne, n'est peut-être qu'un scénario parmi d'autres, auquel se prépare une équipe qui veut parer à toute éventualité. On le souhaite. Mais, même à l'état de projet informel, cette idée d'élections est une menace qui pèse sur notre avenir et risque de dénaturer et de paralyser la vie publique, de colorer les gestes et les attitudes des politiciens et des agents économiques.

Le Québec, nous le savons tous, sort d'une course à obstacles politiques : quatre rencontres électorales majeures en un peu plus de trois ans, deux référendums et deux élections, qui ont toutes mené à des affrontements épuisants et déchirants.

Pendant toute cette période, le Québec, en pratique, n'a pas été dirigé. Ce fut vrai des derniers milles du gouvernement Bourassa, exsangue, de l'interrègne de Daniel Johnson, occupé à se maintenir au pouvoir, et du gouvernement Parizeau, qui a inféodé son action aux impératifs référendaires. Trois ans et demi où les gouvernements n'ont pas osé agir.

Ce n'est pas une réflexion abstraite. Pour ne prendre que les deux dossiers qui, de l'avis de tous, sont prioritaires, le Québec a connu quatre ministres des Finances en deux ans, Gérard D. Levesque, André Bourbeau, Jean Campeau et Pauline Marois ; cinq ministres de l'Éducation en cinq ans, Claude Ryan, Lucien Robilliard, Michel Pagé, Jacques Chagnon et Jean Garon, dont aucun n'est resté assez longtemps pour laisser sa marque.

L'arrivée de M. Bouchard, notre quatrième premier ministre en vingt-quatre mois, provoquera d'autres changements, d'autres départs. On pense, par exemple, à Jean Garon. Peut-on sérieusement vouloir ajouter à cela d'autres élections à l'automne, qui modifieront la composition de l'équipe gouvernementale et provoqueront une autre chaise musicale ministérielle ?

Bien sûr, les arguments qui pourraient militer en faveur d'élections rapides sont valides. Sur le plan strictement politique, il est tentant pour Lucien Bouchard de profiter du désarroi des libéraux pour triompher dans un raz-de-marée, de faire

du même coup de la place pour du sang neuf dans son équipe, d'asseoir son autorité sur un parti qui n'est pas le sien et qui résistera peut-être aux changements qu'il veut imposer.

Sur le plan moins partisan de la démocratie, M. Bouchard sera un premier ministre non élu, ce qui est une anomalie en début de mandat d'un gouvernement, surtout si sa gestion ne s'inscrit pas dans une stricte continuité. Si le futur premier ministre se lance dans de grandes réformes pour résoudre la crise des finances publiques, on peut comprendre son désir de détenir un réel mandat et un solide appui populaire.

Mais le coût d'élections à l'automne est tel pour la société québécoise qu'un tel projet relève du suicide collectif. Nous savons tous qu'un gouvernement qui s'apprête à se présenter devant l'électorat perd sa liberté d'agir. Nous savons aussi que ces élections ne pourront pas faire abstraction du dossier constitutionnel et replongeront le Québec dans un débat déchirant avant que les plaies du référendum ne soient cicatrisées. Nous savons enfin que des pans de notre économie deviendront encore une fois les otages du débat politique.

Les politiciens sont élus pour gouverner. Et dans la période que nous connaissons, la gouvernance ne passe pas par une digression électorale.

M. Lucien Bouchard, dans les interventions qu'il a faites pour solliciter la direction du Parti québécois, a répété à plusieurs reprises que son but premier était de remettre l'économie québécoise sur pied. S'il cédait à la tentation d'imposer, dans quelques mois, une autre échéance électorale, il réussirait plutôt à mettre le Québec à genoux.

Alain DUBUC

## Ombres chinoises

« Il existe des preuves flagrantes démontrant que le taux de mortalité dans les orphelinats chinois est le résultat de politiques délibérées visant à réduire le nombre d'enfants abandonnés, dont plusieurs sont nés en violation des lois de contrôle de la natalité ou souffrent de handicaps physiques ou mentaux. »



Voilà la conclusion à laquelle parvient une organisation internationale de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch. La semaine dernière, cet organisme réputé rendait public un rapport de 300 pages sur la situation qui prévaut dans les orphelinats publics en Chine.

Ce rapport ajoute de nouvelles pièces à conviction au dossier noir dont le public québécois a pu avoir un aperçu, en novembre, avec la diffusion d'un reportage de la télévision britannique à l'émission *Enjeux*. Grâce à des images obtenues clandestinement, ce reportage a levé le voile sur une réalité inhumaine. Des enfants, en majorité des fillettes, se balançant le regard vide, attachés à un banc de bois. Des bébés squelettiques fixant le plafond. Des bambins souffrant de gangrène laissés sans soins dans de véritables mouloirs.

Le reportage expliquait ces scènes d'enfer en partie par la négligence des institutions. Et par la politique de l'enfant unique dans un pays qui valorise les descendants mâles. Et où des milliers de familles choisissent de se débarrasser d'un bébé « imparfait » dans l'espoir d'avoir droit à un autre enfant, un garçon en santé.

Le document de Human Rights Watch va beaucoup plus loin dans l'attribution des responsabilités. Il relie le sort des bébés abandonnés à une volonté politique délibérée visant à éliminer les bébés dont personne ne veut. On ne parle plus de négligence, mais bien d'une sorte de génocide - ou plutôt « gynécide », puisqu'il s'agit surtout de filles - orchestré par l'État.

Cette accusation accablante ne fait pas l'unanimité. Selon le sinologue Jean-Luc Domenach, directeur à la Fondation des Sciences politiques, à Paris, qui a été interviewé à la radio de Radio-Canada il y a quelques jours, il est douteux que le gouvernement chinois ait même les moyens d'une telle politique. Il croit que le sort terrible de ces bambins est plutôt attribuable à la corruption généralisée.

Les données incomplètes dont on dispose aujourd'hui sont insuffisantes pour déterminer qui a raison. Mais au fond, qu'importe. Ce qui ressort clairement de ces deux incursions dans cet univers sordide, c'est que des milliers d'enfants crévent de faim ou faute de soins. Et que les autorités se ferment les yeux sur cette réalité, et peut-être même l'encouragent plus ou moins implicitement.

Ces révélations insupportables ont provoqué une réaction de révolte au Québec, où des mouvements se sont organisés pour venir en aide aux bébés chinois, soit par l'adoption, soit par un soutien financier aux orphelinats.

C'est bien, mais ça ne règlera pas le problème de fond. Actuellement, le Québec adopte 400 bébés chinois par an. Or, c'est 15 millions d'enfants qui auraient disparu dans les limbes des orphelinats, depuis 1979 ! Il y a comme une disparité entre les chiffres - la meilleure volonté du monde ne suffira pas à la combler. D'ailleurs, selon Human Rights Watch, l'adoption étrangère ne fait qu'ajouter à l'injustice. Pendant que les bébés les plus « exportables » sont bien nourris pour leurs futurs parents, d'autres sont refoulés vers de nouveaux orphelinats auxquels personne n'a accès.

Quant à « adopter » un orphelinat au complet, là aussi, il y a des limites. Dans les orphelinats subventionnés par l'étranger, les conditions de vie ne s'améliorent pas nécessairement. Le risque que les fonds soient détournés au bénéfice des adultes est très élevé.

Fondamentalement, le problème des orphelinats est politique. Et les solutions ne peuvent qu'être politiques.

La manière dont la Chine a réagi aux dénonciations, organisant illico une visite d'un orphelinat modèle, montre que Beijing est sensible à la réprobation internationale. M. Domenach soulignait d'ailleurs aux *Actualités* que, contrairement à ce que l'on pense, les pressions internationales ont un impact sur les autorités chinoises. Par exemple, dans les prisons pointées du doigt par des organisations internationales, les conditions finissent par s'améliorer. Pas autant que l'on voudrait et pas aussi rapidement qu'on le souhaite. Mais l'opinion publique internationale a un poids.

Si elle veut améliorer le sort des enfants abandonnés et celui de toutes les autres victimes d'un pouvoir tyrannique, la communauté internationale devra se résoudre à faire pression sur le pouvoir de Beijing. Exiger d'avoir accès aux institutions soupçonnées d'abus. D'y faire enquête et d'y déléguer des observateurs. Et éventuellement, brandir la menace des sanctions.

Depuis le massacre de la place Tiananmen, la doctrine voulant que l'ouverture commerciale de la Chine finira par alléger la dictature n'a pas fait ses preuves. Il est temps de la revoir. Et le Canada, qui est l'un des principaux promoteurs de cette doctrine, a certainement un rôle à jouer là-dedans.

Agnès GRUDA

## QUELQUE PART, EN INDE



G. D. 11/1/96  
DROITS RÉSERVÉS

## Détruire la SRC serait un geste politique

GILLES GOUGEON

L'auteur est journaliste à la Société Radio-Canada.

Chère Lysiane Gagnon, j'ai lu ta charge contre la SRC tant dans *La Presse* que dans le *Globe and Mail* de samedi dernier. Il y avait dans ce texte un certain haut-le-cœur provoqué, semble-t-il, par le dernier *Bye Bye*. Sauf qu'en attaquant avec une telle hargne, une telle férocité toute la production du réseau tu en viens à jeter le bébé avec l'eau du bain. S'il avait fallu que, chaque fois que des articles ou le vocabulaire de certains textes me froissaient, j'en conclue qu'il me fallait cesser de lire *La Presse*, il y a belle lurette que vous ne me compteriez plus parmi vos lecteurs. Sauf que je ne le fais pas ; parce qu'il y en a pour tout le monde dans *La Presse*.

Tu écris que la SRC a « démolé tous les acquis de son admirable tradition... que nous ne sommes plus que la caricature de ce que nous fûmes naguère... et que nous défigurons l'image que le Québec a de lui-même ». Au sujet de cette image que le Québec a de lui-même, qui donc peut prétendre pouvoir la définir dans ses contours les plus intimes ? Il y a plusieurs Québec, plusieurs niveaux de langages, de préoccupations et de sensibilité. Une boîte comme la nôtre tente de les refléter le plus honnêtement possible tant par la diversité de ses programmes que par la multiplicité des angles d'approche. Mon métier de reporter m'a fait voyager dans tous les coins du pays, depuis les 35 ans que je l'exerce. Je peux t'assurer

que les commentaires et critiques que l'on me transmet me permettent d'affirmer que, dans l'ensemble, les gens se reconnaissent tant à la SRC qu'à TVA ; souvent, on souligne que le fait que Radio-Canada tient élevés ses niveaux d'exigences force la concurrence à s'ajuster. D'ailleurs, au cours des dernières années, ce sont les émissions des concurrents qui ont copié celles de la SRC ; c'est pourquoi on nous accuse si souvent de ressembler aux autres. De plus, il y a une loi fondamentale qui joue en télévision : si les émissions plaisent au public, c'est qu'on lui offre ce qu'il veut voir.

Or, jamais n'y a-t-il eu autant de choix que maintenant. Les derniers sondages d'écoute sont éloquentes et on ne peut affirmer ou laisser entendre, comme tu le fais, que notre production vise en permanence le plus bas dénominateur possible. À ce sujet, j'ai pris soin de consulter l'évolution des grilles de programmation, depuis 1965. Sur une période de trente ans, la SRC n'a fait qu'augmenter le nombre d'émissions dramatiques canadiennes, d'information, jeunesse et humour. D'ailleurs, les nombreuses émissions américaines qui paivaient notre écran, en 1965, ont été peu à peu remplacées par les émissions d'humour fabriquées par des gens d'ici. Ce qui saute aux yeux, depuis trois décennies, c'est donc le déclin permanent des émissions d'origine étrangère et de sport à l'antenne de la SRC.

D'autre part, en consultant les tableaux des cotes d'écoute de l'automne 1995, il apparaît clairement que ce sont surtout les émissions dramatiques et d'information (et non d'humour) qui ont permis à la SRC

de dominer les cotes cinq soirs sur sept. Ces documents sont publics ; tu peux les consulter.

Comme nos budgets sont de plus en plus réduits, il faut produire des émissions grand public qui attirent de la bonne commandite pour pouvoir transférer une partie de cet argent vers la production d'émissions moins « grand public » mais où on peut développer de nouveaux concepts et de nouvelles formules.

Au sujet de la « caricature que nous sommes de nous-mêmes » il faudrait aussi comparer les budgets qui ont été brutalement coupés, depuis 1984, alors que le mandat, lui, n'a jamais changé. C'est le budget qui est une caricature ! (...)

Au sujet de « l'admirable tradition que nous aurions démolie », je défie quiconque de rediffuser les téléromans, les téléthéâtres ou les reportages que nous produisions, il y a seulement 20 ans : ce serait un festival de zapping. Pas que ces productions n'étaient pas de qualité. Non. Sauf que le souvenir que nous en gardons est souvent plus émouvant que le produit lui-même. Pour avoir souvent travaillé avec des archives, je puis en témoigner. (...)

Mais la TV coûte de plus en plus cher. Tout comme le papier qui sert à produire ton journal. Et que fait donc le journal pour survivre ? Il cherche à s'attirer de plus en plus de lecteurs. Pour garder un minimum de production de qualité et relever le défi de la compétition, il nous faut de l'argent que nous n'avons plus. Il est clair qu'à Ottawa certains chantres du néo-libéralisme tentent de forcer le gouvernement à faire disparaître la SRC telle qu'elle existe. Dans cer-

tains discours, on sent même poindre l'envie de transformer une télévision publique en télévision d'État. Tu serais sans doute la première à hurler de voir apparaître un organe de propagande déguisé en organisme de culture et d'information populaires. Pour résister il nous faut l'appui du public, une part de financement public et l'argent des commanditaires qui, eux, exigent des cotes d'écoute de haut niveau. Le dilemme est là. Ou on fait de la TV populaire et de bon goût (avec des dérapages inévitables) ou on joue la carte élitiste qui fait plonger nos cotes d'écoute et dont nos concurrents se servent pour justifier la mort nécessaire d'un réseau public qui coûte cher et qui ne s'adresse pas à tout le monde. (...)

Tu le vois, Lysiane, j'ai été, tout comme de très nombreux collègues de la SRC, blessé par tes propos. Tu n'as fait que jeter de l'huile sur le feu et nourrir la vindicte de tous ces tenants du néo-libéralisme ou de l'élitisme d'autrefois. Les premiers attendent que leurs copains politiciens leur offrent gratuitement des coquilles vides qu'ils s'empresseront de remplir d'émissions bas de gamme qui ne coûtent rien et rapportent beaucoup. Les deuxièmes rêvent de prendre l'antenne pour dire à ce bon peuple ce qu'il doit faire, lire, regarder et comment rire. Si on « flusse la SRC », comme tu le souhaites, on regrettera d'avoir tué une entreprise à laquelle les francophones s'identifient beaucoup plus que ne l'affirment ceux qui n'ont pas à cœur les intérêts de ces francophones.

Détruire la SRC n'est pas un geste économique mais politique.

## OPINIONS

# Lucien Bouchard au Parti québécois : l'heure des choix à l'aube de l'an 2000

Avec l'arrivée du nouveau chef, le PQ a l'occasion de repartir à neuf

SYLVAIN LÉPINE

L'auteur est président du Parti québécois, région Montréal-Ville-Marie, et membre du Bureau national du parti.

À la suite du référendum d'octobre dernier, il convient de constater que la population québécoise reste divisée sur l'opportunité de faire du Québec un pays. Comme parti politique, il faut donc démontrer à cette population que nous sommes responsables et faire en sorte que, la prochaine fois, une grande majorité adhère à notre option fondamentale.

La souveraineté doit donc demeurer l'objectif principal du Parti québécois. Toutefois, il ne faut pas nier que des problèmes urgents sont à régler. Au cours des prochains mois, le nouveau premier ministre devra d'abord démontrer la capacité du gouvernement à régler le dossier des finances publiques tout en maintenant le filet de la sécurité sociale qui demeure très fragile avec les décisions improvisées à Ottawa.

Comme l'opposition officielle à Québec est d'une faiblesse historique, le Parti québécois, ses membres et militants devront agir comme chien de garde du gouvernement. En effet, ce sont ces bénévoles qui sont en contact direct avec la population. Ils côtoient tous les jours les personnes en chômage ou sur l'assistance sociale, les étudiants en difficultés financières, les aînés en manque de soins. Les membres du PQ doivent rappeler au gouvernement, la réalité dans laquelle se retrouve la majorité des gens. Il faut être sur « le terrain » pour savoir ce qui se passe et non pas dans un édifice de la vieille capitale. Le gouvernement devra être à l'écoute et agir rapidement.

Pour ce faire, Monsieur Bouchard devra démontrer une volonté, mais aussi beaucoup d'imagination afin de dégraisser un appareil public des plus lourds. Le PQ a, d'ailleurs contribué à cet état de fait. Soyons assez courageux pour l'admettre. Être militant politique ne veut pas aussi dire être insouciant et irréaliste. Soyons capables d'autocritique.

La première action de Monsieur Bouchard sera simple : l'exemple vient d'en haut. D'abord réduire le nombre de ministres. Une douzaine nous apparaît comme un nombre raisonnable pour une population de 7 millions d'habitants. Pourquoi maintenir tant de ministres avec leur lot d'attachés de presse, d'attachés politiques et autres adjoints qui se multiplient autour des membres du cabinet. Finis les cadeaux politiques. Soyons réalistes, nous n'avons plus les moyens. Soyons courageux, agissons rapidement.

Puis, réduire le nombre de dé-



Lucien Bouchard

putés de 125 à 75. S'il veut obtenir le respect de la population, Monsieur Bouchard devra donner l'exemple en réduisant la taille de l'exécutif et du législatif. Est-il vraiment nécessaire d'avoir 125 députés? Quant aux délégués régionaux, il faudra carrément les abolir au profit d'une revitalisation du rôle de député. Trop souvent laissés derrière les banquettes ministérielles, ces hommes et femmes pourraient jouer un rôle beaucoup plus important et être les véritables défenseurs de leurs régions respectives. Arrêtons de le dire et faisons-le une fois pour toutes.

Le nouveau premier ministre aura-t-il le courage de passer aux actes, n'en déplaise aux « prima donna »? Nous pensons que oui. Lucien Bouchard va arriver au pouvoir avec un soutien populaire sans précédent. Quand on demande à la population de se serrer la ceinture, il faut donner l'exemple. C'est simple, c'est ridicule mais c'est tout à fait véridique. Descendez dans la rue, demandez à monsieur et madame tout-le-monde.

Le Parti québécois demeure un parti progressiste. Toutefois, lorsqu'on prend son programme, on réalise qu'il y a, à l'intérieur de ce volumineux document, une myriade de voeux pieux et coûteux. En cette année de congrès, l'ensemble du programme doit être révisé en profondeur. Il faut réduire et simplifier ce qui est devenu une véritable Tour de Babel de promesses et d'engagements inconcevables. Diminuer les taxes, les impôts et les frais de toutes sortes tout en augmentant les dépenses à tous les niveaux, c'est un rêve digne du Parti de la loi naturelle. Soyons réalistes. Arrêtons d'ajouter des chapitres à cette encyclopédie du bonheur total et re-

venons les deux pieds sur terre. Il nous faut un programme réaliste qui passe par une dizaine de grands axes que devra suivre le gouvernement :

□ D'abord ramener le déficit des opérations à un niveau acceptable, c'est-à-dire à zéro. Peut-on continuer à dépenser plus que ce que les revenus nous rapportent? C'est d'une simplicité ridicule, mais c'est réaliste. Il faudra couper intelligemment et se foutre totalement du « pas dans ma cour ». C'est ça la responsabilité gouvernementale ;

□ Réduire l'État lui-même. Diminution du nombre de ministres et de députés. Bien sûr, il y aura de la résistance. Mais Lucien Bouchard doit profiter du soutien populaire. Et de toute façon, ces députés retourneront à leurs amours d'antan comme nous, c'est-à-dire le bénévolat politique ;

□ Priorité aux actions gouvernementales dans le réseau de la santé et dans l'éducation. Des gens malades sans soins adéquats, ou des jeunes sans éducation, c'est une société en voie de disparition. Encore très simple, mais combien vrai. Ne parlez pas de Constitution à un jeune qui ne sait pas écrire, vous perdrez votre temps ;

□ Impôts minimum aux corporations et aux individus. Est-il acceptable que de grandes corporations ne paient pas leur juste part d'impôts? Ce n'est pas être marxiste. C'est une question de justice sociale, n'en déplaise à Ghislain Dufour et à ses acolytes.

□ Soutenir les PME, le cœur économique du Québec. Le plan Paillé était une excellente initiative. Ne pas aider les PME, c'est le suicide économique ;

□ Revitaliser Montréal. Le nouveau premier ministre aurait intérêt à s'asseoir et à réfléchir quelques heures. Il lui faut un conseiller spécial, avec bureau attenant au sien, pour les questions touchant uniquement Montréal, n'en déplaise aux très hauts fonctionnaires de la Vieille Capitale. Il est temps que quelqu'un à Québec, avec du vrai pouvoir entre les mains, puisse orienter les pensées du premier ministre sur les actions gouvernementales à prendre pour sauver Montréal. Les PME sont le cœur du Québec; Montréal, c'est les poumons.

□ Protection accrue de la langue française. On dira ce qu'on voudra, c'est ce qui nous différencie du reste de l'Amérique. Tous doivent comprendre que le français est la langue officielle au Québec. La loi 101 doit reprendre sa vigueur nonobstant une Charte qui nous a été imposée ;

□ Promouvoir l'achat chez-nous. Si chaque consommateur pouvait comprendre qu'acheter « fait au Québec » veut dire « création d'emplois », notre taux de chômage serait certainement plus bas. Il faut donc accélérer cette promotion ;

□ Promouvoir la famille. Sans vouloir tomber dans un délire de

propagande vaticane, y aurait-il moyen d'encourager la venue des enfants par d'autres moyens qu'un chèque de 500 \$.

Le ridicule de cette politique nous fait comprendre qu'elle a sûrement été « inventée » par des gens qui n'ont pas d'enfants.

□ Finalement, démontrer que le reste du Canada ne veut rien donner au Québec (quoique ça devient de plus en plus facile) et que l'évolution naturelle du Québec va vers sa pleine capacité à gérer ses propres affaires, c'est-à-dire d'être un pays normal.

Comme militant d'un parti politique comme le PQ, il faut favoriser l'accès à nos idées à monsieur et madame tout-le-monde. Ne demandez pas à ces gens de prendre connaissance de notre projet de société, ils vont fermer le document à la page 2. Il faut simplifier notre message et apporter de l'espoir aux gens. Il faut faire prendre conscience que le Québec de l'an 2000 devra être plus solidaire, plus ouvert et surtout un État, un gouvernement qui comprend ses gens, qui inspire confiance et qui est capable de communiquer ses idées et ses projets avec ses citoyens par un message simple et accessible à tous. (...)

Avec l'arrivée du nouveau chef, le PQ a l'occasion de se rafraîchir et de repartir à neuf. D'abord la relation entre le parti et le gouvernement doit être plus claire. Cessons de faire des courbettes devant nos ministres et députés et commençons à reprendre notre sens critique. Tout ce que fait le gouvernement n'est pas nécessairement bon. Tout ce que fait le gouvernement n'est pas nécessairement mauvais.

En cette année de congrès, les membres du PQ auront à revoir leur programme et leurs statuts. Sur ce sujet, ils devront revoir le fonctionnement du parti qui est devenu un véritable petit gouvernement avec ses comités, ses hiérarchies, ses instances et son réseau d'amis. (...)

Entre autres, la façon de faire des Conseils nationaux doit être modifiée. Trop souvent, cette instance ne sert qu'à voter sur des propositions de tout genre concernant l'actualité. Il faut faire « comparer » les ministres devant les membres pour que l'on puisse débattre avec eux des grands dossiers sur lesquels ils travaillent. Sinon, le parti ne sert qu'à amasser l'argent et faire élire ces messieurs-dames qu'on ne voit plus ensuite.

Avec l'arrivée comme premier ministre de l'homme politique le plus populaire, le PQ devra lui donner son plein appui pour qu'il prenne le virage qui s'impose et fasse des réformes audacieuses. Nous aurons alors le respect de la population. La méfiance envers les politiciens sera remplacée par une confiance qui fera avancer le Québec dans le nouveau millénaire. Ce sera vraiment une autre façon de gouverner.

LYSIANE GAGNON



## Le vaisseau échoué

Curieuse affaire, et qui en dit très long sur l'attitude d'une partie de l'intelligentsia francophone montréalaise envers sa propre ville, que cette levée de boucliers engagée par l'Union des écrivains contre la possibilité que la Bibliothèque nationale du Québec s'installe dans l'immeuble du défunt magasin Simpson.

Sous réserve d'études de faisabilité qui seront bientôt terminées, deux choix s'offrent à la BNO, dont les collections ouvertes au public sont actuellement éparpillées dans trois emplacements : soit l'agrandissement de son siège social actuel, l'ancienne Ecole des beaux-arts à l'angle des rues Sherbrooke et Saint-Urbain ; soit le recyclage de l'ex-magasin Simpson, rue Sainte-Catherine.

L'immeuble est si vaste que la BNO le partagerait, vraisemblablement avec d'autres institutions gouvernementales. La bibliothèque serait toutefois propriétaire de ses locaux, comme dans la formule condo.

Le Montréalais ordinaire, qui contemple depuis trop d'années le vaisseau vide échoué au cœur du centre-ville, pathétique symbole du dépeuplement de Montréal, a tendance à crier bravo. Pourquoi, en cette période d'austerité, ne pas recycler nos édifices existants quand ils sont solides et accueillants, plutôt que de bâtir à neuf? L'essentiel étant, bien sûr, le regroupement des collections dans un endroit accessible au public et le respect exigeant du patrimoine.

Mais voilà que l'UNEO grimpe dans les rideaux à l'idée que la BNO puisse déménager « dans un quartier à vocation commerciale ».

La BNO, dit son président Bruno Roy, doit rester dans le vieux Quartier latin, où elle bénéficie du « rayonnement culturel » de l'UQAM, du cégep du Vieux-Montréal, de la Cinéma-thèque et de la Place des Arts. L'en éloigner, croit-il, lui ferait perdre sa clientèle. Pierre Lavoie, directeur général de l'UNEO, en rajoute avec une belle envolée : « Isoler la BNO des gens qui la fréquentent, ce serait comme tenter de vendre des frigos au pôle Nord ! »

\*\*\*

Ces protestations valent qu'on s'y arrête, car elles représentent un effrayant symptôme de l'aliénation d'une partie de nos élites par rapport à Montréal. (Je tiens pour acquis, et tant mieux si je me trompe, que MM. Roy et Lavoie sont représentatifs d'une partie de l'intelligentsia du Plateau.)

Disposons d'abord de la question de l'éloignement géographique et de la perspective terrifiante de voir nos collections nationales déménager au diable vauvert, pourquoi pas au pôle Nord tant qu'à y être!

Si MM. Roy et Lavoie s'étaient un jour aventurés à l'ouest du boulevard Saint-Laurent, ils auraient découvert que l'édifice Simpson est à une quinzaine de minutes de marche de la BNO de la rue Saint-Denis (l'ancienne bibliothèque Saint-Sulpice), et qu'il est posé juste au-dessus de la ligne de métro est-ouest, avec laquelle il communique par un couloir où circulent 200 000 personnes par jour. Bref, on ne fait pas plus central.

Nos amis de l'UNEO aiment croire que la clientèle est entassée autour de sa bibliothèque comme un village niché autour de son église... Loin de moi l'idée d'exclure la possibilité que les archives de la BNO soient prises d'assaut chaque midi par des foules de cégépiens du Vieux-Montréal assoiffés d'histoire. Mais le fait est que la clientèle vient de partout dans la région et même de tous les coins du Québec, puisque c'est « la » Bibliothèque nationale, la seule à conserver les volumes, cartes, gravures, livres anciens et partitions musicales qui constituent la part essentielle du patrimoine écrit.

\*\*\*

Venons-en au cœur de l'argumentation : le transfert de la BNO, du haut lieu d'activités culturelles que serait le « Quartier latin », à un sordide « quartier commercial » indigne de recevoir nos intellectuels patentés et les honorables membres de l'UNEO.

Où diable ces messieurs ont-ils déniché ce foisonnement d'activités culturelles autour de l'UQAM? À cette hauteur, la rue Saint-Denis compte davantage de bars et de boutiques de fringues que de librairies. En fait, il se vend plus de livres autour de l'ancien Simpson que dans le Quartier latin!

Simpson est à deux pas de deux grandes succursales de Renaud-Bray et de la librairie Coles, qui vend aussi des livres français. À deux pas du musée McCord et du Musée des beaux-arts, lesquels, à ce que je sache, appartiennent aux francophones autant qu'aux anglophones. Sans compter le superbe Centre canadien de l'architecture, le seul musée montréalais qui soit unique en son genre au monde.

Sans compter deux autres universités montréalaises, McGill et Concordia, qui ont ensemble probablement autant d'étudiants francophones que l'UQAM. Et même si ce n'était pas le cas, où serait donc le drame, à ce que de jeunes anglophones et allophones découvrent, intrigués par cette somptueuse nouvelle-venue au cœur de leur univers quotidien, la richesse du patrimoine culturel québécois et du livre français? N'est-ce pas exactement cela qu'on veut, quand on parle de l'intégration des immigrants?

De toute façon, la question n'est pas la comptabilité des équipements culturels. François Mitterrand a fait bâtir la nouvelle Bibliothèque nationale de France dans un quartier fort éloigné de la montagne Sainte-Geneviève, et il n'était pas exactement un inculte.

\*\*\*

Mais allons au fond. Ce qui se cache derrière cette infantile levée de boucliers, c'est le vieux mépris de nos élites traditionnelles pour le commerce, comme si ce n'était pas le commerce qui fait vivre les écrivains, leur permettant ainsi de verser des cotisations à l'UNEO.

C'est surtout ce refus peureux d'assumer la totalité de Montréal, comme si les francophones se sentaient toujours obligés, même à l'heure où cette ville leur appartient plus que jamais, de se réfugier dans un deuxième centre-ville à l'abri des rumeurs du monde. La petite maison en banlieue, et un petit centre-ville juste à nous autres... et le reste de Montréal aux « autres »!

Si les Montréalais francophones continuent d'entretenir cette vieille mentalité de repli, Montréal est perdu. Et le Québec avec.

# Le Bloc québécois devrait continuer à constituer l'opposition officielle à Ottawa

BENOÎT PELLETIER

L'auteur est professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa.

Le Reform party a soulevé un point d'ordre à la Chambre des communes dans le but d'être désigné opposition officielle. À la fin de la dernière session de la Chambre des communes, le Bloc québécois comptait 53 députés contre 52 pour le Reform, mais ce dernier estime que l'égalité créée par le départ de Lucien Bouchard et son aptitude à mieux défendre les intérêts de l'ensemble du Canada devraient lui mériter le statut d'opposition officielle. Le président de la Chambre a pris le point d'ordre en délibéré et fera connaître sa décision au cours des prochaines semaines.

À cet égard, il n'est pas inutile de rappeler que la règle à suivre est établie par une convention constitutionnelle non écrite voulant que l'opposition officielle soit formée par le deuxième parti disposant du plus grand nombre de sièges à l'assemblée législative. En fait, l'opposition officielle n'a pas de statut juridique formel, même si certains textes consacrent l'expression « chef de l'opposition ».

La convention constitutionnelle qui existe actuellement est donc fondée sur un simple calcul des sièges recueillis par les différentes formations politiques à la suite des élections générales ou complémentaires.

Le *Beauchesne*, un recueil faisant autorité en matière de jurisprudence parlementaire, affirme qu'« [a] droit au titre de « opposition officielle » le groupement qui, parmi les partis minoritaires prêts à remplacer un gouvernement démissionnaire, est le plus nombreux ». Cet énoncé semble donc, du moins à première vue, ajouter un second critère à celui dont nous avons déjà parlé, critère fondé cette fois sur l'aptitude de l'opposition officielle à succéder éventuellement au gouvernement en place.

Ce second critère s'explique évidemment par le fait que l'opposition officielle se voit traditionnellement confier le rôle non seulement de surveiller et de critiquer le gouvernement, mais aussi d'offrir à la population une alterna-

tive valable à celui-ci. La plupart des experts en droit parlementaire s'entendent toutefois pour dire que le deuxième critère en question est extrêmement théorique et qu'il ne saurait en fait être considéré que lorsque le parti au pouvoir est minoritaire. Et encore, même dans ce dernier cas, ne saurait-il jouer qu'un rôle très secondaire dans la détermination de l'opposition officielle.

La règle est donc claire : c'est le nombre de sièges détenus à l'assemblée législative qui déterminera quel parti sera appelé à former l'opposition officielle. Cette règle coutumière ne vaut toutefois qu'en autant qu'elle est respectée par les acteurs politiques. (...) Notons cependant que la convention fondée sur le nombre de sièges a toujours été respectée par les autorités canadiennes, jusqu'à présent. Notons au surplus que l'on n'a jamais tenu compte dans le passé, pour les fins de la détermination de l'opposition officielle, de critères comme le pourcentage de votes à l'échelle nationale ou encore la nature du programme ou du discours adopté par un parti politique. À cet égard, d'ailleurs, il n'est pas inutile de rappeler le précédent de 1921.

En effet, en 1920, Thomas Alexander Crerar, ministre sous le gouvernement conservateur de Borden, a démissionné du gouvernement et du parti et a formé le Parti progressiste. Aux élections de 1921, les Canadiens ont porté au pouvoir un gouvernement minoritaire. Les libéraux, de Mackenzie King, avaient en effet rasé les 65 sièges québécois et en avaient obtenu 52 autres, principalement en Ontario et dans les Maritimes, pour un total de 117 sièges. Les progressistes avaient obtenu 62 sièges, dont 41 dans l'Ouest et 24 en Ontario. Les conservateurs avaient fait élire 50 députés, et les autres (travailleurs et indépendants) 4 députés. Mackenzie King, minoritaire, proposa aux progressistes de faire une coalition, mais ceux-ci déclinerent l'invitation. En fait, les progressistes refusèrent même de former l'opposition officielle au Parlement, malgré qu'ils aient été la seconde formation politique à avoir fait élire le plus grand nombre de députés. L'opposition officielle fut donc assumée par les conservateurs d'Arthur Meighen,

pourtant moins représentés que les progressistes à la Chambre de communes.

Pour justifier leur refus de former l'opposition officielle, les progressistes invoquèrent essentiellement le fait qu'ils ne se voyaient pas en mesure d'offrir une alternative au gouvernement en fonction. Ils ne se voyaient que comme un groupe de pression, voué à la défense des agriculteurs canadiens. Bref, les progressistes refusèrent de former l'opposition officielle parce qu'ils n'avaient que des préoccupations limitées et ponctuelles : ils n'avaient pas de préoccupations d'ordre national. (...)

On retiendra donc deux choses, principalement, de l'expérience de 1921 : à savoir : 1) que ce précédent n'a fait que confirmer la convention constitutionnelle voulant que l'opposition officielle soit offerte au parti qui se classe deuxième pour le nombre de candidats élus, sous réserve cependant de la possibilité pour le chef de ce parti de décliner l'offre qui lui est faite s'il le juge opportun ; et 2) que le caractère strictement régional des assises d'un parti ou encore la nature limitée de ses préoccupations ne sont pas des facteurs pertinents pour les fins de la désignation de l'opposition officielle. (...)

Dans le contexte actuel, force est d'affirmer que le caractère souverainiste du Bloc québécois ou encore le fait qu'il n'a que des assises régionales ne sauraient être de nature en eux-mêmes à lui faire perdre son statut d'opposition officielle. À notre avis, le Bloc québécois devrait continuer à constituer l'opposition officielle à Ottawa, et ce, tant et aussi longtemps que des élections complémentaires n'auront pas modifié la répartition des sièges entre le Bloc et le Reform à la Chambre des communes du Canada. Il serait en effet pour le moins inusité que le Président de la Chambre demande au Reform Party de former l'opposition officielle, alors même que des élections complémentaires tenues au cours des prochains mois pourraient redonner au Bloc québécois l'avantage mathématique qui lui fait actuellement défaut. La tradition parlementaire elle-même ne saurait que venir appuyer une telle solution qui est marquée du signe de la stabilité et de la continuité politiques.

# Chrétien-Mulroney

## Même parcours...



ANDRÉ PRATTE

Lorsque, le 25 octobre 1993, les Canadiens se débarrassèrent du gouvernement conservateur, c'est d'abord Brian Mulroney qu'ils voulaient renvoyer chez lui. Ils en avaient assez de ses politiques, sans doute, mais surtout ils en avaient assez de l'homme, un homme qu'ils en étaient venus à détester tellement il personnifiait l'arrogance de l'élite, la vanité des riches et la corruption des politiciens.

Pour remplacer Mulroney, les Canadiens choisirent quelqu'un qui paraissait être tout le contraire du businessman aux pantoufles Gucci. Un homme du peuple, simple, honnête et franc. Place au p'tit gars de Shawinigan.

Ces Canadiens seront d'autant plus surpris, en lisant le premier tome de la nouvelle biographie de Jean Chrétien — *Chrétien, The Will to Win*, du journaliste Lawrence Martin — de constater à quel point le parcours du 18e enfant de Wellie Chrétien et Marie Boisvert ressemble à celui du premier garçon de Ben Mulroney et Irene O'Shea.

Tout le long de son livre, le biographe souligne les similitudes — frappantes — et les différences — tout de même importantes — entre les trajectoires des deux hommes. Le germe étant planté, le lecteur sera tenté de tracer lui-même d'autres parallèles.

Chrétien et Mulroney viennent tous deux d'un milieu modeste, des origines dont ils sont restés fiers et qu'ils ont exploitées à satiété au cours de leur carrière politique. Mais tandis que Mulroney vit, si l'on en croit ses biographies, une enfance heureuse, Martin nous fait découvrir un petit Chrétien complexé par ses handicaps physiques et par la réussite d'un frère de 24 ans plus âgé que lui, un enfant écrasé par un père froid qui lui fera passer toutes ses jeunes années dans des pensionnats.

« Mon père ne m'a jamais fait un compliment sauf lorsqu'il était sur son lit de mort, a confié à l'auteur le fils meurtri. Pour lui, ce n'était jamais assez... » Pour se faire une place, « Ti-Jean » parle sans arrêt, pratique le sport avec une énergie peu commune, accumule les mauvais coups. Cela fait de lui un leader.

Et c'est ici que Mulroney rejoindra son aîné (Chrétien est né en 1934, Mulroney en 1939) : alors que le premier subjugué ses camarades par sa détermination, le second les charmera par ses flatteries. Les caractères diffèrent, mais le résultat est le même : au collège, l'un et l'autre sont constamment entourés d'amis.

Autre similitude : les deux jeunes hommes manifestent une « ambition frénétique », selon une connaissance mutuelle de l'époque. Ambition, leadership : cela les mènera tous deux, dès l'adolescence, à la politique. À 14 ans, Jean Chrétien pouvait faire 30 milles en autobus pour assister à une assemblée partisane.

**Aline et Mila**  
Mais l'ambition de Jean Chrétien était trop désordonnée pour le mener aussi loin qu'il rêvait d'aller. Incapable de se concentrer sur ses études, garnement, il finit par être expulsé du Séminaire de Trois-Rivières.

Une personne vint le calmer, le forcer à canaliser son énergie sur ce qui importait. Une personne aussi ambitieuse que lui, mais plus stable, plus solide : Aline Chainé. Brusquement, le jeune Jean Chrétien plongea dans les livres, refusant même de participer aux escapades de ses camarades. « Je devins obsédé par ça — qu'il fallait que je réussisse si je voulais devenir avocat, politicien, avoir une famille. Le fun était fini. Je venais d'être frappé par la vraie vie. » Lisant cela, on ne peut s'empêcher de penser au rôle que joua — beaucoup plus tard il est vrai — Mila Pivnicki dans la vie dissolue de Brian Mulroney.

**Tous les chemins mènent à Ottawa**  
Chrétien étudia donc le droit à Laval (comme Mulroney) et devint avocat à Shawinigan. Mais ici, les voies des p'tits gars de Shawinigan et de Baie-Comeau se séparent. Dès que le jeune Chrétien eut l'occasion de se lancer en politique active, il la saisit. Tandis que Mulroney refusa toutes les propositions en ce sens, préférant la politique de couloirs et de bars.

Leur objectif était pourtant le même, nul doute à ce sujet : devenir un jour premier ministre du Canada. Par ailleurs, les deux hommes aimaient l'argent que commençait à leur rapporter leur profession. Mais, sans doute, Mulroney aimait-il l'argent davantage, tandis que le prestige du parlement attirait Chrétien.

Et puis, lorsque Chrétien se présenta pour la première fois dans Saint-Maurice / Lafleche, les chances d'un

libéral de l'emporter étaient excellentes. Tandis que les chances de Mulroney — ou de n'importe quel conservateur au Québec dans les années 70 — étaient presque nulles. Jean Chrétien fut donc élu en 1963. Et c'est ici que Lawrence Martin nous fait les révélations les plus étonnantes de son livre. On apprend que Jean Chrétien, un politicien qui fonda toute sa carrière sur l'intégrité, s'adonna au cours des années 60 et 70 à des manoeuvres dignes des pratiques duplessistes qu'il avait dénoncées sur toutes les tribunes : salissage, démagogie, « paquetage » d'assemblées, tous les moyens sont bons pour lui permettre d'accroître sa mainmise sur son comté. A tel point que, lors des campagnes électorales de 1972 et 1974, Chrétien convainquit un ami, Antonio Genest, de se présenter contre lui dans l'espoir de diviser le vote de l'opposition.

Genest accepta de lui rendre ce service. « Je suis resté à l'hôtel sans jamais faire campagne », a confié Genest à l'auteur. « Je lui ai demandé de se présenter », a avoué Chrétien à Martin, qui rapporte : « Il parlait de cette tactique comme s'il s'agissait d'un événement routinier. Mais cela n'avait rien de routinier, même à l'époque de Duplessis. »

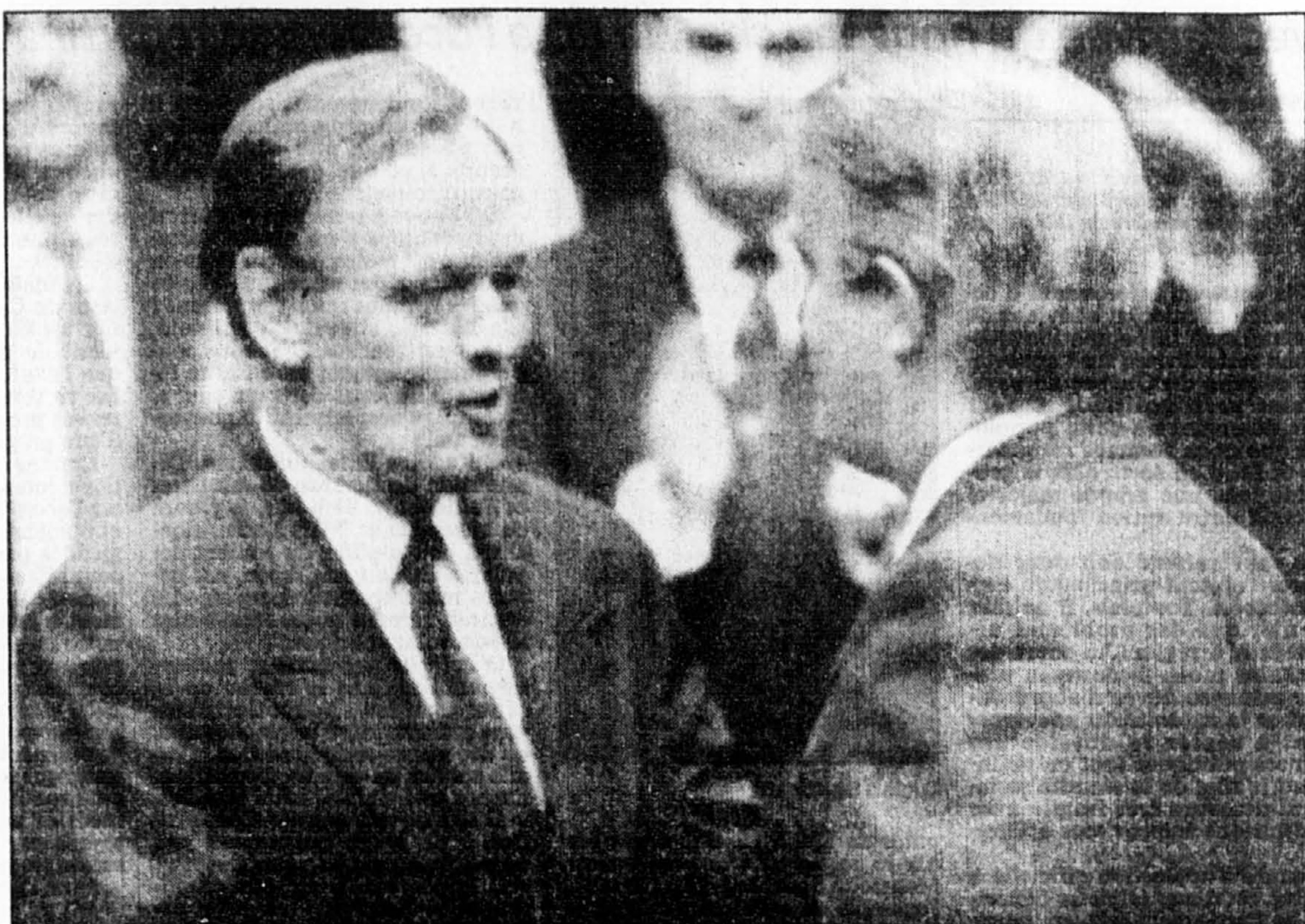
« Si gagner nécessitait parfois d'avoir recours à des tactiques douteuses, Jean Chrétien n'hésiterait pas à les employer », conclut l'auteur. On écrirait cela au sujet de Brian Mulroney que personne ne sursauterait. Mais au sujet de Jean Chrétien...

### Les cachotteries

Dans son autobiographie publiée il y a dix ans — *Dans la fosse aux lions* — Jean Chrétien ne dit rien de ces coups bas qui lui permirent de poursuivre sa carrière politique. Comme il cache la vérité au sujet d'autres incidents, révélés par Martin, qui auraient pu nuire à son image : l'appendicite feinte qui lui permit de manquer une année au Séminaire de Joliette (il joua si bien la comédie qu'on finit par l'opérer... pour découvrir un appendice parfaitement normal !); sa propension pour les batailles (jeune avocat, au cours d'une soirée dans un bar de Trois-Rivières, il assaillit littéralement un confrère qui avait laissé entendre que Chrétien devait sa carrière à l'aide son frère aîné Michel); les incidents disgracieux que provoqua sa haine furieuse contre le péquiste Yves Duhaime, entre autres.

Ici aussi parallèle avec Brian Mulroney qui ne manqua pas de gommer de son C.V. les faits — ses deux échecs aux examens du Barreau — qui auraient pu nuire à sa longue marche vers le 24 Sussex Drive.

Le biographe de Chrétien tire néanmoins de son enquête une conclusion favorable à son sujet : « Bien qu'il soit en politique depuis fort longtemps, Chrétien est resté remar-



Deux livres récents révèlent des similitudes étonnantes entre Jean Chrétien et Brian Mulroney

quablement peu touché par les scandales. Son ambition et son ego dévastateurs l'ont trop souvent mené à la tromperie. Mais en termes relatifs, dans le contexte d'un monde aussi sale que la politique, il est resté particulièrement propre. »

### La création d'un personnage

À l'opposé de Brian Mulroney, diisons-nous, Jean Chrétien sacrifia l'argent à la politique. Mais l'énoncé est caricatural.

D'une part parce que Chrétien continua de travailler pour son bureau d'avocats durant ses premières années en politique. Et surtout parce que tout au long de sa carrière, il cultiva autant ses contacts parmi les gens fortunés que son image de « gars du peuple ».

Sa retraite temporaire de la politique, à la suite de sa défaite aux mains de John Turner, lui permit enfin de réaliser ses ambitions financières : « Avec les conseils d'administration, la richesse, les amis de la haute, Chrétien ne pouvait plus être considéré comme un adversaire de l'establishment. En 1989, le p'tit gars de Shawinigan était devenu millionnaire. » Cependant, l'image publique de Jean Chrétien n'en fut pas affectée.

Le livre de Lawrence Martin nous fait voir combien d'énergie M. Chrétien a mis à cultiver cette image, combien celle-ci est indissociable de sa façon de faire de la politique, comment tous ceux qui ont essayé de le convaincre d'agir autrement ont échoué. Comment enfin son « personnage » l'a tour à tour servi et desservi, servi surtout au Canada anglais et

desservi surtout au Québec (à tel point qu'aucun éditeur québécois n'a encore manifesté d'intérêt pour cette biographie!).

Son anglais écorché, affirme par exemple un ancien collègue du cabinet, était « une fabrication. C'est comme Maurice Chevalier, il a gardé son accent français bien longtemps après avoir appris à parler l'anglais. »

### La recette du succès

Mais ce n'est pas son accent qui a mené Jean Chrétien à la tête du « meilleur pays au monde » — bien qu'il ait certainement contribué à son succès politique. Ce ne sont pas non plus ses idées ou des circonstances particulières. C'est son ambition. Une ambition brute, absolue, qui le poussa à travailler comme un forcené, à persévérer malgré les coups durs, à endurer les pires humiliations.

Ambition brute parce que, tout comme celle de Mulroney, elle n'était pas au service d'une idéologie ou d'une vision. Pas plus que Mulroney, Jean Chrétien ne voulait réussir pour faire quelque chose de précis. Il voulait réussir, point.

Aussi dans tous les ministères qu'il dirigea, la substance des dossiers dont il s'occupait ne l'intéressait que dans la mesure où il pouvait faire le travail, atteindre l'objectif que son patron lui avait commandé... et passer au prochain échelon de son ascension.

Ainsi en fut-il de son passage — désastreux quoi qu'il en dise — au ministère des Finances. « Sa longue marche vers le ministère des Finances avait été fondée, écrit Martin, non pas sur le désir d'apporter quelque

chose de nouveau au poste, mais sur l'ambition. Il voulait devenir le premier ministre des Finances francophone dans l'histoire du pays. Une fois le rêve réalisé, il ne savait trop qu'en faire. »

### Le Canadien ordinaire

« Si la recette du succès en politique est de plaire à tout le monde et à son père, Chrétien a brillamment joué ses cartes », souligne Lawrence Martin en conclusion de ce premier tome qui prend fin alors que le héros s'apprete à reprendre la tête du PLC.

Comme celui de Brian Mulroney, le succès de Jean Chrétien est donc affaire de flair. Mais selon Martin, cette réussite a une source plus profonde : « Ce qui a toujours guidé Chrétien, explique-t-il, ce sont ses valeurs : l'intégrité, l'égalité des individus, l'égalité des chances, le dévouement à son pays. (...) Au moment de prendre le pouvoir, Jean Chrétien était un homme profondément ancré dans les valeurs qui ont fait du Canada un pays exceptionnel... Il était toujours capable de voir les choses comme monsieur et madame Tout-le-monde (...) C'est en cela — réalisant qu'il était probablement le meilleur Canadien ordinaire que la politique ait jamais produit — que les gens plaçaient leurs espoirs. »

On verra dans le second tome comment le biographe interprète la vague de mécontentement qui s'abat sur son sujet depuis quelque temps. Serait-ce que la population commence à apercevoir, derrière la façade soigneusement entretenue, un politicien moins différent de son prédécesseur qu'elle ne l'espérait ?

## ... même politique



Les deux livres avaient été placés côte à côte sur les rayons de la librairie : la nouvelle biographie du premier ministre Chrétien, avec en page couverture une photo de Jean Chrétien jeune, bel homme vraiment ; puis un livre rouge vif, avec une toute petite photo du même Chrétien et un titre incisif : *Straight Through the Heart, How the Liberals Abandoned the Just Society* (traduction littérale : De part en part du coeur, comment les libéraux ont abandonné la société juste), jeu de mot provocateur sur le titre de l'autobiographie publiée il y a dix ans par le premier ministre, *Straight From the Heart*.

La thèse des auteurs de ce second ouvrage — deux militants de la gauche canadienne, Maude Barlow et Bruce Campbell — est aussi simple qu'incontournable : « Les libéraux ont abandonné les promesses faites durant une décennie dans l'opposition et durant leur campagne électorale en 1993. Jean Chrétien a tourné le dos aux politiques qu'il défendait si passionnément dans son autobiographie. »

Les libéraux, rappellent Barlow et Campbell, s'étaient engagés à donner priorité à la création d'emplois sur la lutte contre le déficit et à préserver les programmes sociaux. C'est pour cela qu'ils ont été élus, c'est ce qui distinguait leur programme de celui des conservateurs.

Or, le gouvernement Chrétien est en train de faire exactement le contraire. De faire ce que les conservateurs auraient fait.

Sur le déficit par exemple, les auteurs citent le fameux Livre rouge : « Il faut accélérer la croissance économique et faire reculer le chômage pour alléger durablement le déficit » ; d'abord la croissance, ensuite le déficit. Puis ils rapportent les propos te-

nus devant le FMI par l'auteur du Livre rouge, Paul Martin, devenu ministre des Finances : la réduction du déficit est « une condition préalable à la croissance économique et à la création d'emplois » ; d'abord le déficit, ensuite la croissance. Le revirement est total, patent.

Les lecteurs reconnaîtront dans cet ouvrage le discours de la gauche canadienne-anglaise, avec ses défauts, notamment un certain simplisme — on nous parle encore des complots qui se trament à la Commission trilatérale... Surtout, dans le plaidoyer en faveur de l'État-providence, gardien de la société juste, Barlow et Campbell négligent de reconnaître que cet État a très souvent mal servi, voire méprisé les citoyens. Pourquoi ceux-ci courraient-ils aujourd'hui à sa défense ?

Cela dit, le livre reste intéressant parce qu'il démontre l'ampleur du mensonge — il n'y a pas d'autres mots pour le dire — dont les libéraux fédéraux se sont rendus coupables. « Étant donné la destruction de l'infrastructure sociale et de la souveraineté économique qui s'est produite depuis l'élection de 1993, écrivent les auteurs, on peut seulement conclure que l'homme qui a fait campagne sur un programme d'emploi et de sécurité sociale (...) cachait ses intentions véritables au peuple canadien. »

Ce livre est utile aussi parce qu'il nous rappelle que les compressions annoncées par le ministre Paul Martin ne sont pas que des abstractions ; elles feront mal. Par exemple : en 1996, la réduction des paiements de transfert aux provinces coûtera 1,1 milliard de dollars au Québec, l'équivalent de deux fois son programme d'assurance-médicaments pour les personnes âgées ou de la moitié des salaires de tous les médecins de la province ; entre autres organismes fé-

déraux, le ministère de l'Environnement perdra 1 400 employés, celui des Ressources naturelles 9 000, tandis que la plupart des chercheurs de Pêches et Océans seront mis à pied ; en 1990, 87 % des chômeurs recevaient des prestations d'assurance-chômage ; l'an dernier, avant même l'entrée en vigueur de la réforme Axworthy, ce pourcentage était tombé sous les 50 %.

### Et la reprise ?

Si on peut trouver un peu gros le côté les-gros-méchants-hommes-d'affaires-mènent-le-monde de leur thèse, Barlow et Campbell sont tout de même convaincants lorsqu'ils cherchent à démontrer que les grandes entreprises ont réussi, depuis le début des années 80, à imposer leur vision économique aux gouvernements et aux médias.

Ce faisant, elles ont d'abord vaincu la Banque du Canada et le gouvernement conservateur de mener une lutte féroce à l'inflation, soutenant que là résidait la recette de la reprise. Le pays a plutôt été plongé dans une profonde récession.

Puis, les Canadiens apprirent que la reprise dépendait du libre-échange. Et le libre-échange fut. Mais la reprise ? On nous dit aujourd'hui que celle-ci dépend du démantèlement de l'État-providence. L'État-providence sera donc démantelé. Et ensuite ? « Tandis que les Canadiens ont bien du mal à identifier la supposée reprise, soulignent Barlow et Campbell, le secteur qui mène la charge contre les dépenses gouvernementales et le déficit enregistre des profits records. »

CHRÉTIEN, THE WILL TO WIN. Lawrence Martin. Lester Publishing, 1995, 404 pp. STRAIGHT THROUGH THE HEART, HOW THE LIBERALS ABANDONED THE JUST SOCIETY. Maude Barlow et Bruce Campbell. Harper Collins, 1995, 259 pp.

# Un diable d'homme

## Il a été de droite, catholique, nationaliste, socialiste, marxiste, européen et laïc

JEAN D'ORMESSON  
de l'Académie française

LE FIGARO

Que dire encore de François Mitterrand qui a été, successivement et simultanément, adulé plus que personne et plus haï encore qu'il n'a été adoré ? Une seule chose peut-être : c'est un diable d'homme.

Quand il a quitté, après quatorze années — record absolu pour un président de la République — le palais de l'Élysée, beaucoup de ses ennemis et plus encore de ses amis n'ont pas dissimulé un soupir de soulagement : on était enfin débarrassé de cet homme à qui pouvait s'appliquer mieux qu'à personne le vers que Vigny adressait à la femme : « *Toujours ce compagnon dont le cœur n'est pas sûr.* »

Débarrassé ? Pas vraiment. Malraux disait du Général terré à Colombey : « Le Commandeur est dans le placard. » François Mitterrand n'est pas un Commandeur et il n'est pas dans le placard. A défaut de s'installer dans ce Panthéon dont il rêvait peut-être, il s'est installé pour le meilleur et pour le pire dans la mémoire des Français.

### De Gaulle et Mitterrand

François Mitterrand a été placé par l'histoire dans le sillage et dans l'ombre du Général de Gaulle. C'est son destin. C'est sa croix. Il a été implacable et constant, l'ennemi du Général. Il a participé un peu tard peut-être après avoir reçu cette francisque dont, pendant des années, il a été inconvenant de parler à la Résistance nationale. Il n'a jamais aimé le Général. Et le Général ne l'a jamais aimé. Ceux qui ont eu pour le libérateur un attachement quasi mystique auront eu toujours du mal à nourrir pour Mitterrand autre chose que de l'hostilité. Ils n'auront jamais pu se défaire du sentiment que Mitterrand, dans une période au moins de son itinéraire si divers et si riche en épisodes contrastés, avait été plus proche du Maréchal qu'il ne l'a jamais été du Général. François Mitterrand éprouvait à l'égard du Général une répulsion instinctive. Les gaullistes n'ont jamais cessé d'éprouver à l'égard de Mitterrand une répulsion instinctive.

De Gaulle, c'est un appel, une vocation, une mystique. Mitterrand c'est une carrière. Il est peut-être permis de dire que Mitterrand a représenté la totalité des Français. Mais il les a représentés successivement. Il a été de droite, catholique, nationaliste, socialiste, marxiste, européen et laïc. Il a été un partisan acharné des nationalisations et un défenseur de la libre entreprise. Il a été l'allié des communistes et il les a pris au piège pour les détruire comme personne ne les avait détruits depuis de Gaulle et Guy Mollet, à qui il s'opposait. Dans le malheur de la patrie et contre ses alliés même, de Gaulle n'a jamais cessé d'incarner l'intransigeance. Mitterrand a illustré mieux que personne depuis Louis XI les pouvoirs de l'ambiguïté.

En mai 1981, nul n'était capable de deviner si Mitterrand, oui ou non, ferait entrer au gouvernement des ministres communistes — à l'époque des stalinis. Quand a été connu le choix de quatre ministres communistes ce fut, dans le monde comme en France, une sorte de coup de tonnerre : le chemin s'ouvrait aux communistes. En vérité, il se fermait. Mais ni la droite ni la gauche n'étaient capables de le voir. Seul Mitterrand combinait ses coups à la façon d'un joueur d'échecs qui voit plus loin que les autres. Et à la façon du général de Gaulle qu'il ne faisait qu'imiter après l'avoir tant attaqué : de Gaulle avant Mitterrand avait fait entrer des communistes au gouvernement pour ne pas leur laisser le seul privilège exorbitant dans une démocratie aux prises avec de grandes difficultés : l'opposition.

A sa façon, Mitterrand avait le même partenaire que de Gaulle : c'était l'histoire. De Gaulle s'imposait à elle et Mitterrand rusait avec elle. Ce qui fait que de Gaulle méprisait la politique de dehors et que Mitterrand la demandait du dedans. De Gaulle ou la grandeur. Mitterrand ou l'habileté.

### Mitterrand et l'histoire

Je ne sais pas si Mitterrand a souffert de sa réputation d'habileté et de ce surnom de Florentin dont l'avait affublé François Mauriac — alors que s'il y a une ville d'Italie qui est chère à son cœur ce n'est pas Florence mais Venise, aux prises avec le monde et l'histoire et fascinée par la mort. Au point qu'en s'attaquant à la reine des mers dans son injuste mais brillant *L'Autre Venise* (1) on a l'impression que Régis Debray a attaqué d'abord et avant tout Mitterrand lui-même. Habile, en tout cas, François Mitterrand l'aura été de bout en bout. Comme ministre de la IV<sup>e</sup> — onze fois —, comme premier secrétaire d'un parti socialiste qu'il avait ramassé en loques et ressuscité de la tombe comme président d'une République qu'il avait prise en charge pour l'éloigner de la fidélité à de Gaulle, et qu'il a dirigée au moins en ce qui concerne la forme, dans le droit fil de l'héritage gaulliste.

La différence terrible entre de Gaulle et Mitterrand, c'est que de Gaulle s'oppose à l'histoire et lui

commande ; et que Mitterrand s'y adapte et lui obéit. On peut dire les choses autrement. De Gaulle, c'est un caractère, une volonté implacable, l'orgueil de la patrie. Mitterrand, c'est un charme. De ce charme, il a usé toute sa vie. S'il atteint, à une espèce de charisme, très éloigné de celui de de Gaulle, tout fait de raideur et d'illumination grandiose, c'est à un charme de charmeur. Il n'a pas charmé le Général, pour qui ne comptait que la hauteur et le service d'une nation au-delà de toute politique. Mais il a charmé les socialistes, auxquels il n'appartenait pas par son origine et par ses goûts. Et il a charmé les Français.

### Mitterrand et la littérature

Ce sont les Français, après tout, qui l'ont choisi par deux fois. Contre Giscard d'abord. Contre Chirac ensuite. Ce qu'on peut reprocher à Mitterrand, il faut d'abord le reprocher aux Français. Ils ne lui ont pas seulement pardonné ses défauts — l'aisance à prendre des tournants, des relations souvent difficiles avec la vérité, un côté byzantin et parfois presque de type mafieux dans la fidélité aux amis —, ils ont été enchantés par son lyrisme, inspiré de Lamartine et souvent un peu désuet, qui faisait contraste avec son modernisme progressiste et par son amour réel pour la littérature et les mots. De tous les présidents de la III<sup>e</sup>, de la IV<sup>e</sup>, et de la V<sup>e</sup> République, il n'y en a que deux — on me pardonnera cette insistance apparemment un peu maniaque mais elle est imposée par les faits qui aient vraiment eu le sens de la littérature : Charles de Gaulle et François Mitterrand. C'est peut-être ce qui les unit alors que tout les oppose.

De Gaulle, c'était Bossuet, Chateaubriand, Michelet : la philosophie de l'histoire les grands desseins, le peuple. Mitterrand, c'était un mélange de Lamartine et de Chardonne. Chez l'un et chez l'autre, il y a de la droite et de la gauche. Ce n'est pas selon ces critères-là que se fait le partage. On dirait plutôt que de Gaulle, c'est le tonnerre sur le mont Nebo. Et Mitterrand l'effusion psychologique. Mitterrand manie les foules et de Gaulle les entraîne. Si l'on voulait pousser dans le sens de la polémique, on dirait que de Gaulle appelle le peuple à la hauteur et que Mitterrand canalise les courants d'émotion. L'un fait la guer-

re et l'autre de la politique. L'un vit au milieu des mythes, des légendes des héros, et l'autre au milieu des comités Théodule. L'un précède l'histoire à la façon d'un visionnaire. L'autre la suit avec un talent prodigieux.

### Un exemple de courage

Au milieu de préoccupations qui relèvent le plus souvent d'un plan de carrière mené de main de maître, il y a une vertu dont Mitterrand a donné un exemple que beaucoup n'attendaient pas ou plus. C'est le courage. Dans la vie privée, d'abord ; et les Français, n'en doutons pas, y ont été sensibles. Lorsque la maladie la plus cruelle, le cancer, s'est attaquée à lui, il a fait face avec une sorte d'héroïsme détaché et calme, où il était permis de lire des traces de stoïcisme. Dans la vie politique aussi. Le discours prononcé à Bonn en plein débat brûlant sur la guerre froide — « *Les missiles sont à l'Est ; les pacifistes sont à l'Ouest.* » — est un des grands moments de l'histoire de l'Europe en train de naître. A Berlin, plus récemment, un autre discours sur les soldats allemands dans la Seconde Guer-

re mondiale — « *Leur cause était mauvaise, mais ils étaient courageux et ils avaient leur patrie.* » — a fait couler des flots d'encre et soulever des tempêtes. Dans ses attitudes les plus contestables, François Mitterrand peut être accusé de double jeu, d'ambiguïté coupable, de dissimulation. Il ne peut pas être accusé de lâcheté.

De quoi François Mitterrand peut-il être accusé ? Il ne peut pas être accusé d'avoir été socialiste, sur le tard, sans doute, mais avec conviction. Après tout, si les Français n'avaient pas envie de faire une longue expérience socialiste qui n'a peut-être pas été enchantée, ils n'avaient qu'à ne pas l'élire. Il n'avait pas mis son drapeau dans la poche — et ils l'ont élu deux fois. Ce qu'on peut reprocher sans doute de plus grave à François Mitterrand, c'est d'avoir démoralisé les Français.

Comment a-t-il démoralisé les Français ? En se présentant comme le candidat de la moralité contre le cynisme de la droite, et en couvrant quelques-uns des scandales les plus éclatants de notre histoire, qui n'en manque pas. En dénonçant l'argent à tout va et en protégeant chez les siens ses modes d'acquisition les plus douteux. En se drapant dans l'armure du che-

valier qui lutte contre les inégalités sociales et en laissant croître et se développer sous son règne une nouvelle pauvreté qui constitue aujourd'hui le plus grave de nos problèmes.

Chez les jeunes, chez les déshérités, chez ceux qui croyaient au socialisme, il a suscité beaucoup d'espérances auxquelles il n'a pas répondu. Ceux qui n'aimaient pas de Gaulle le haïssaient ; ceux qui n'aimaient pas ou plus Mitterrand le méprisaient. Depuis l'affaire de l'Observatoire, effacée comme par magie de la mémoire collective, il a largement contribué au discrédit qui a frappé en France les dirigeants politiques.

### Une place dans son temps

Personne ne reprochera à Mitterrand de n'avoir pas pu empêcher la montée d'un chômage qui frappe le monde entier. Mais comment ne pas se souvenir qu'il s'est fait élire en un temps où la France comptait 2 millions de chômeurs et en assurant que l'élection de son adversaire en entraînerait 3 millions ? C'est sous sa présidence à lui que le cap des 3 millions

de chômeurs a été atteint et dépassé. Entre la promesse et la réalité s'est glissée quelque chose qui ressemble à une imposture.

Le changement de cap radical de 1983, qui le reprochera à Mitterrand ? La politique suivie par le gouvernement Mauroy-Delors menait à la catastrophe avec une sûreté si criante qu'il a bien fallu la modifier du tout au tout. Mais cette rupture n'a jamais été reconnue par Mitterrand, qui n'a cessé de soutenir, contre toute évidence, que sa politique était marquée par la continuité. Là encore, une forme d'imposture se fait jour. Elle lui a d'ailleurs été reprochée autant, de dissimulation, par ses amis que par ses adversaires. Beaucoup de ses amis ont fini, au fil des ans, par s'éloigner de lui. Partisans de Savary, d'Hernu, d'Edith Cresson, de Rocard surtout ont quitté peu à peu le navire amiral, lui en voulant de ses manœuvres pour la conservation d'un pouvoir de plus en plus jaloux, de moins en moins transparent, de plus en plus solitaire.

La vraie revanche de ceux qui ont été depuis toujours les adversaires de Mitterrand, cela n'a pas été de le voir quitter le pouvoir qu'il n'a abandonné qu'à son terme et avec tous les honneurs. C'est plutôt de le voir attaquer avec une violence de moins en moins dissimulée par ses anciens partisans. A la fin de son règne, même les plus fidèles des fidèles ne savaient plus s'il fallait ou s'il ne fallait plus se réclamer encore de lui. Il faut ajouter, à l'époque du président, que ces hésitations semblaient le laisser de glace : il les accueillait avec la plus parfaite indifférence.

### La vie privée

C'est qu'il avait le sentiment d'avoir rempli la mission qu'il s'était fixée : rendre plausible et facile — et peut-être dans les deux sens, même s'il préférerait le sens qui menait jusqu'à lui — l'alternance démocratique.

C'était lui, après tout, qui, pour la première fois, avait installé pendant quatorze ans — presque la durée du pouvoir personnel de Napoléon Bonaparte, presque la durée de la Restauration, beaucoup plus que la durée de toute la Révolution française — le socialisme à la tête de l'État. En ce sens, autant et plus que Jaurès ou Léon Blum, il aura marqué son temps.

Dans la vie privée, François Mitterrand savait être irrésistible. Avec les femmes d'abord : il les aimait. Avec ses amis, bien sûr, qui lui vouaient une sorte de culte et qu'il n'abandonnait pas volontiers — on le lui a assez reproché — dans les difficultés et les épreuves. Avec ses adversaires aussi. Je lui envoyais mes livres, comme il se doit. Comme de Gaulle, comme Pompidou, comme Chirac, il répondait toujours aux écrivains avec la plus grande courtoisie. Il avait exprimé le vœu de parler de mon dernier livre avec moi. Les affaires publiques et la maladie l'en avaient empêché. A la veille même de son départ de l'Élysée, il m'avait téléphoné. C'est ainsi que, de 9 h à 10 h 30, le jour de la passation des pouvoirs à Chirac, j'ai pris, seul avec lui, d'excellents oeufs brouillés et un peu de café.

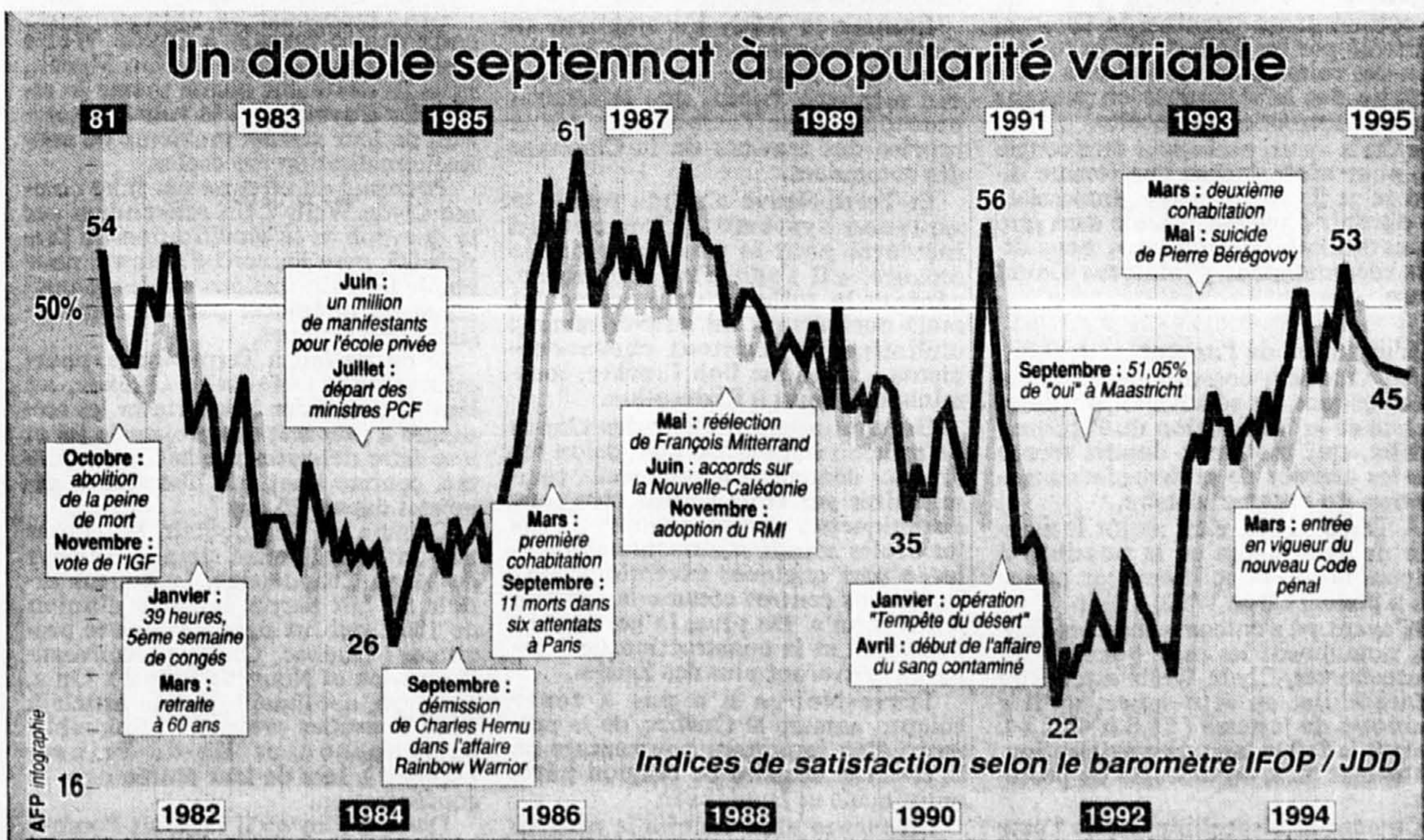
Il m'a parlé de son enfance, de sa jeunesse, de ses lectures, de son arrivée à Paris, de ses amis aussi, et de ses adversaires, avec la plus complète liberté. Peu d'hommes répandent autour d'eux une aura aussi romanesque que François Mitterrand. C'est pour cette raison, je pense, plus encore que pour son rôle d'homme d'État, que tant de livres ont été publiés sur lui, et le plus souvent contre lui, avec tant de succès. Je ne raconterai pas ce qu'il m'a confié. Il me semble — illusion ? — qu'il ne m'a pas parlé comme à un journaliste. Sans doute pas non plus comme à un ami. Mais peut-être comme à un écrivain, un peu au-delà des dissentiments politiques qui, à des niveaux bien différents, pouvaient nous séparer.

### Amis et ennemis

De Gaulle — encore lui ! — se confondait entièrement avec ses fonctions et, quand il n'était pas au pouvoir, avec son image historique. L'homme privé chemine, chez Mitterrand, aux côtés de l'homme public. C'est ce qui fait, j'imagine, que ses amis l'accompagnent religieusement dans les rues de Paris, le long des canaux de Venise ou sur le rocher de Solutré. Et que ses adversaires eux-mêmes, ceux qui n'ont jamais cessé de combattre sa politique, prennent un vrai plaisir à parler avec lui des arbres, de la communion des saints, du romantisme français ou de nos fins dernières.

Un diable d'homme, en vérité. Qu'il est difficile de porter un jugement qui ne soit pas trop partisan sur un militant devenu chef d'État et qui, pendant quatorze ans, a mené une politique dont, d'un bout à l'autre, on a été l'adversaire ! Il me semble — est-ce que je me trompe ? — qu'à la fin de sa vie ceux qui le détestaient le détestaient moins qu'au début. Et que ceux qui l'aimaient l'aimaient moins qu'au début. Je ne me rangeais pas, pour ma part, parmi ceux qui l'aimaient.

(1) Gallimard.



# Capitaine Canada s'en vient !

## Avec Tobin, Terre-Neuve comptera encore un soliste vedette dans la chorale canadienne

CÉRALD LEBLANC

**L**e fossyeur de Meech s'en va et capitaine Canada s'en vient !

L'honneur est sauf et la tradition continue : Terre-Neuve comptera encore un soliste dans la chorale canadienne.

Smallwood, Peckford, Wells, Tobin... C'est étonnant le nombre de stars du showbiz politique sorties du rocher de l'Atlantique, depuis son entrée dans la confédération canadienne, en 1949.

Que Terre-Neuve soit une des moins peuplées, 563 000 habitants en 91, et la plus pauvre province du Canada, n'a jamais empêché ses premiers ministres de voler la vedette aux Ontariens, Albertains ou Colombiens, les vrais poids lourds du Canada hors Québec.

C'est peut-être la mémoire du temps où Terre-Neuve fut un pays, de 1917 à 1933, avec ses timbres et sa monnaie, qui donne aux leaders du rocher le droit de parler haut et fort dans le club des provinces qui n'ont jamais goûté à la souveraineté.

Eric Kierans, ancien ministre autant à Québec qu'à Ottawa, nous disait l'an dernier que l'échec de Meech avait démontré, encore une fois, que les leaders provinciaux n'étaient pas habitués à diriger le Canada comme une fédération.

### La perle de Smallwood

Joey Smallwood, le benjamin des pères de la confédération canadienne et un expert des référendums que le PQ aurait intérêt à étudier, domina Terre-Neuve comme l'avait fait Duplessis au Québec, deux provinces qui se ressemblaient beaucoup à l'époque.

Le petit gars de Terre-Neuve, qui n'avait pas la langue dans sa poche, avait même réussi à susciter l'admiration du prince Trudeau, qui n'avait pourtant pas l'habitude de s'exalter devant d'autres humains.

C'était en 1967 et Pierre Elliott Trudeau se préparait à prendre la tête du Parti libéral et du Canada. Dans sa biographie — Trudeau le Québécois —, Michel Vastel rappelle un échange historique entre le vieux Smallwood et le jeune Trudeau.

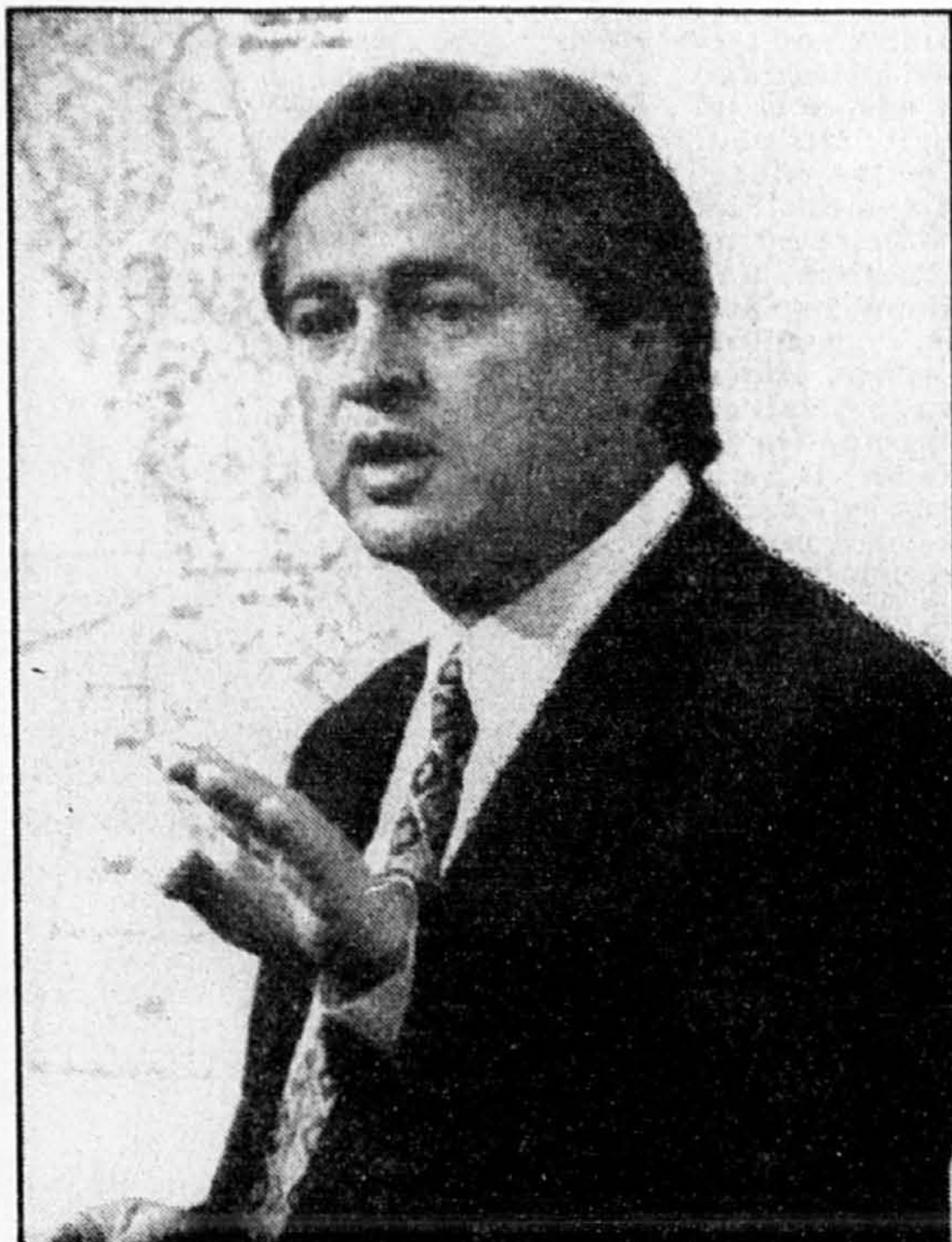
— Si tu veux mon opinion, dit Smallwood, pour le Québec : rien, rien, mais rien du tout. Je veux dire : absolument rien que l'Île-du-Prince-Édouard ou Terre-Neuve ne puisse avoir aussi. Mais pour les Canadiens français, partout au Canada, tout tout, vraiment tout ce que les Canadiens anglais ont...

— Autant arrêter ça là, interrompt Trudeau. Vous venez de dire ce que je pense et je souhaite seulement pouvoir m'exprimer aussi clairement que vous.

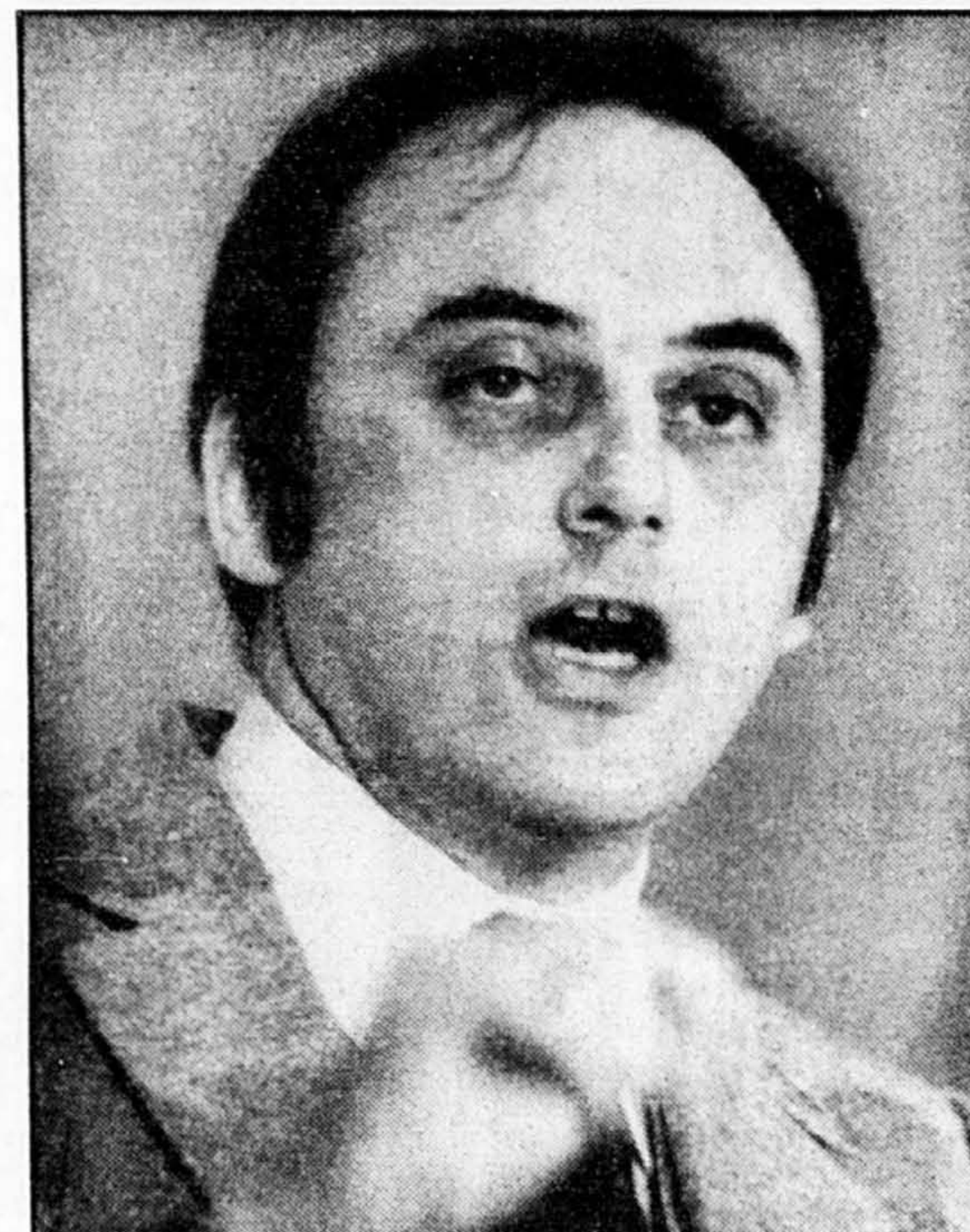
On connaît la suite de l'histoire des droits individuels sans droit collectif. Chaque francophone de Terre-Neuve possède tous les droits du monde, mais ne parle à peu près plus



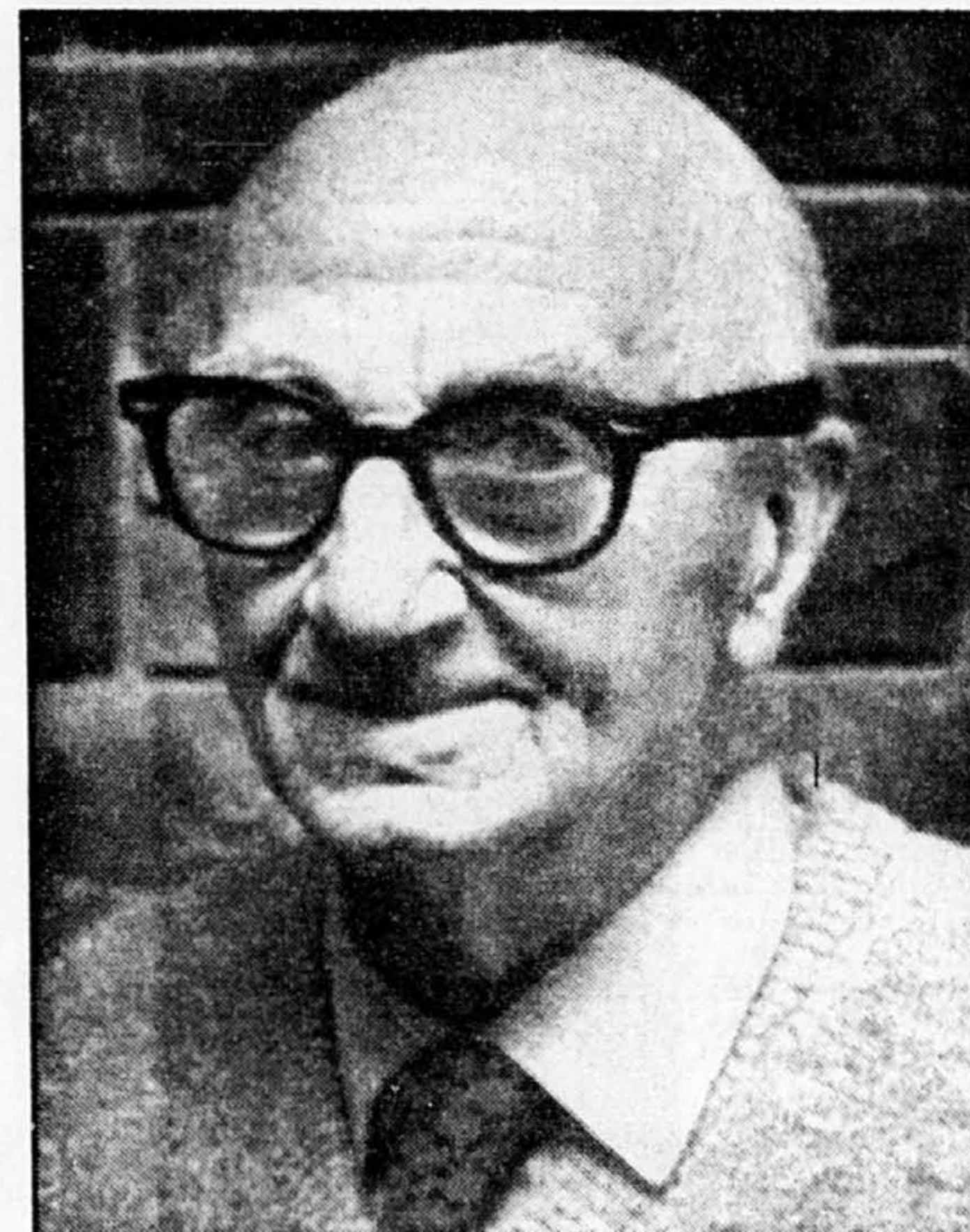
Clyde Wells



Brian Tobin



Brian Peckford



Joey Smallwood

en français. Au recensement de 91, 2 855 citoyens de la province de Smallwood indiquaient le français comme langue maternelle (0,5 % de la population) mais seulement 1 340 utilisaient le français au foyer (0,2 % de la population).

### Les capitaines Canada

Il est étonnant de constater que, vingt ans plus tard, un autre premier ministre libéral de Terre-Neuve en-tonnait exactement le même refrain pour tuer l'accord du Lac Meech et

empêcher la reconnaissance de la société française du Québec.

Alors que les gros canons de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique appuyaient Meech, c'est Clyde Wells en effet qui a réussi à

crystalliser l'opinion canadienne autour du dogme de l'égalité des provinces et de tous les Canadiens.

Smallwood était un populiste et Clyde Wells un théologien. Les confidences du patriarcat et les thèses de son héritier ont confirmé la vision de Pierre Elliott Trudeau sur la place du Québec dans le Canada.

Ainsi va l'histoire. C'est de Terre-Neuve, la société la plus homogène du Canada avec le Québec, qu'est venu l'étincelle qui a allumé le feu canadien de la résistance à la reconnaissance de la seule société française du Canada et de l'Amérique du Nord.

Et la tradition continue, puisque c'est encore un libéral de Terre-Neuve, Brian Tobin, qui organisait, en octobre, le grand rallye canadien de Montréal, aux dernières heures du référendum. Geste qui a renforcé le titre de Capitaine Canada, qu'on lui avait donné lors de sa croisade contre la flotte espagnole pour sauver le flé-tan noir de l'Atlantique.

Proche de Chrétien, comme Smallwood et Wells l'avaient été de Trudeau, Brian Tobin, qu'on s'apprete à couronner sur le rocher de l'Atlantique, se présente déjà comme le gardien du gouvernement central devant les assauts de l'Ontario et de l'Ouest pour la récupération des pouvoirs consentis aux provinces dans la Constitution de 1867.

Que sa province soit toujours aussi peu peuplée et de plus en plus pauvre ne l'empêchera sans doute pas d'occuper un siège de choix à la grande table canadienne.

### Deux planètes conservatrices

Entre les vedettes libérales (Smallwood, de 49 à 72, et Clyde Wells, de 89 à 96), Terre-Neuve a aussi connu des premiers ministres conservateurs (Moores, de 72 à 79, et Peckford, de 79 à 89), des planètes qui n'ont jamais brillé comme les étoiles libérales. (Par respect pour l'histoire, il faut signaler le très court passage de Thomas Rideout, premier ministre conservateur pendant une quinzaine de jours au printemps 89.)

On se rappelle de Brian Peckford comme du fougueux jeune coq décrivant la terrible injustice subie par Terre-Neuve aux mains d'Hydro-Québec dans l'aménagement hydroélectrique de Churchill Falls au Labrador.

Débuté devant les tribunaux sur l'électricité et éconduit par les libéraux fédéraux sur le contrôle de la pêche, Brian Peckford eut tout juste le temps d'appuyer l'accord du lac Meech, mis de l'avant pas son ami conservateur Brian Mulroney. (Aussitôt élu, Clyde Wells devait renier la signature de son prédécesseur terre-neuvien.)

Quant à Frank Moores, premier ministre conservateur de 72 à 79, il s'est surtout illustré, comme lobbyist, durant les années du régime Mulroney.

Son nom est étroitement associé aux allégations de pots-de-vin dans l'achat de 34 Airbus par Air Canada. Une affaire qui a amené l'ancien premier ministre Mulroney à intenté une poursuite de 50 millions contre le gouvernement du Canada.

# Finie la mainmise des Églises sur les écoles

**D**e 1917 à 1933, Terre-Neuve avait le même statut souverain que le Dominion du Canada, comme on nommait alors les anciennes colonies britanniques. Un pays, avec sa monnaie et ses timbres !

Emportée par la grande dépression, Terre-Neuve retourna cependant dans le giron britannique, pour y rester jusqu'en 1949.

Le boom d'après-guerre ranima le désir d'indépendance mais aussi celui de l'intégration au voisin canadien, comme le souhaitait ardemment Joey Smallwood, l'étoile montante au firmament terre-neuvien.

Dans un premier référendum en 1947, Joey avait imaginé une question particulièrement vicieuse : on ne demandait pas aux gens de choisir entre le Canada et la souveraineté, mais entre le Canada et la situation de 1933. Malgré ce douloureux rappel de la grande crise, les Terre-Neuviens optèrent pour la souveraineté.

Smallwood revint cependant à la charge en 48 et l'emporta de justesse, 51 à 49 % pour l'union au Canada. C'était suffisant pour que Terre-Neuve fasse son entrée dans la confédération canadienne en 1949.

Afin de minimiser l'opposition de l'Église catholique, qui s'opposait à l'option canadienne, Smallwood s'engagea, avant le deuxième référendum, à ne pas toucher aux droits acquis des Églises dans la gestion des écoles.

Dans l'acte d'union de 1949, on retrouve donc la section 17 qui consacrait les pouvoirs scolaires des Églises d'avant l'entrée dans la confédération canadienne. (Une disposition analogue, l'article 93, avait garanti les droits scolaires des minorités confessionnelles, protestante au Québec et

catholique en Ontario, dans l'acte d'union de 1867.)

Avec l'addition des pentecôtistes en 87, ce sont maintenant quatre systèmes confessionnels qui régissent les écoles de Terre-Neuve : catholique, pentecôtiste, adventiste ainsi que multiconfessionnel (anglican, presbytérien et l'Armée du salut).

Un lourd appareil de 27 commissions scolaires et de 400 écoles, pour une population équivalente à celle de la communauté urbaine de Québec, contrôlé par les Églises, de la formation des commissions scolaires à l'embauche des enseignants en passant par la construction des écoles.

« On a vu un professeur être congédié pour avoir épousé une femme divorcée et il est à peu près impossible de devenir directeur d'école sans être un catholique pratiquant », nous disait récemment le professeur David Close.

### L'aiguillon de l'argent

Au Québec, ce sont des raisons idéologiques, la sécularisation de la société et la francisation de l'appareil public, qui motivent depuis trente ans les artisans de la déconfessionnalisation du système scolaire.

À Terre-Neuve, c'est plutôt le manque de ressources et la possibilité d'économiser 17 millions par année qui a poussé Clyde Wells à agir.

N'ayant pu s'entendre avec les Églises, notamment les catholiques et les pentecôtistes, Clyde Wells a tenu un référendum, en septembre, qu'il a remporté de justesse (54,8 à 45,2 %). Malgré le faible taux de participation, seulement 52 %, on a décidé de procéder.

Comme la disposition 17 de l'acte

d'union de Terre-Neuve ne touche que cette province, il est possible de la modifier par un accord bilatéral avec le seul gouvernement fédéral, selon les règles établies dans l'article 43 de la Constitution de 82.

Ottawa hésitait à le faire, malgré la demande formelle de Terre-Neuve, en raison de la farouche opposition des Églises et des répercussions possibles sur la reconnaissance de résultats référendaires serrés au Québec.

Comme le NON l'a emporté au Québec, le premier ministre Chrétien vient de promettre, comme cadeau à son ministre Tobin, que le fédéral procédera pour Terre-Neuve, dès la reprise des travaux de la Chambre des communes.

Et Terre-Neuve a rendu public le nouveau système qu'on entend instaurer pour la prochaine année scolaire. « Il s'agit d'un compromis, gardant la religion dans les écoles mais permettant au gouvernement d'éliminer les coûteux chevauchements », explique Bob Crocker, sous-ministre adjoint à l'Éducation.

On continuera d'offrir des classes de religion dans les écoles, selon les diverses dénominations, et deux commissaires sur trois seront élus sous des étiquettes confessionnelles. Mais les écoles seront multiconfessionnelles, à part quelques exceptions dans les grands centres comme la capitale Saint John's. De plus, la gestion du personnel et la construction des écoles ne relèveront plus des Églises.

Terre-Neuve n'a pas à tenir compte, comme le Québec, de la présence d'un important pourcentage de la clientèle scolaire de religion juive, musulmane et bouddhiste.

On pourra ainsi réduire le nombre

de commissions scolaires, de 27 à 10, et d'écoles, de 480 à moins de 400. À titre d'exemple, une petite ville comme Bishop's Falls, qui compte 3 000 habitants, n'aura plus trois commissions scolaires mais une seule école primaire et une seule école secondaire. Ce sera aussi la fin du transport scolaire sur une haute échelle des enfants vers l'école de leur Église.

### Une leçon pour le Québec

Les Québécois ne pardonneront sans doute jamais à Clyde Wells d'avoir tué l'accord du lac Meech, mais ils devraient quand même le remercier d'avoir tracé la voie à la solution de leur éternel problème de confessionnalisation des écoles.

Pourquoi en effet ne pas faire comme Clyde Wells ? Un référendum sur la question et la modification de l'article 93, avec l'accord d'Ottawa, pour abolir les commissions confessionnelles et les remplacer par des commissions linguistiques.

Si on l'a fait à Terre-Neuve, pourquoi ne pas le faire au Québec, au lieu de continuer à se torturer les méninges à préparer des projets de loi et à se faire débouter par la Cour suprême, comme l'ont fait libéraux et péquistes depuis 25 ans ?

Comme on s'en doutait, les choses ne sont jamais aussi simples au pays de Maria Chapdeleine. Le fameux article 93 fait partie de l'acte d'union de 1867, qui fut signé par quatre provinces (Québec, Ontario, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse). On a, en outre, appliqué le même article à deux nouvelles provinces (Colombie-Britannique et Île-du-Prince-Édouard), lors de leur entrée dans la confédération.

Est-ce à dire qu'il faudrait l'accord

des six provinces et du fédéral pour modifier le fameux article 93 ?

Le constitutionnaliste José Whoerling, un spécialiste de la question, estime que le débat n'a pas été tranché entre les trois possibilités : un accord bilatéral Ottawa-Québec, un accord trilatéral Ottawa-Québec-Ontario, un accord multilatéral des sept joueurs.

La situation se complique quand on examine les versions française et anglaise, toutes deux ayant force de loi, de l'article 43 de la Constitution de 1982. La version anglaise parle de la province concernée par la modification pour justifier un accord bilatéral tandis que la version française n'évoque que la disposition touchée.

Selon le professeur Whoerling, la position la plus vraisemblable c'est que le Québec, étant la seule province touchée par un changement qu'elle souhaiterait à l'application chez elle de l'article 93, pourrait l'obtenir en vertu d'un accord bilatéral avec Ottawa.

Mais il n'exclut pas la position voulant qu'il faudrait l'accord de l'Ontario puisque cette clause est née d'une entente de réciprocité visant à protéger la minorité catholique de l'Ontario autant que la minorité protestante du Québec. L'accord des six provinces lui apparaît beaucoup moins fondé.

« On peut aussi évoquer les problèmes politiques que poserait une telle démarche, que les anglophones du Québec, protégés par la religion protestante, verraient d'un mauvais oeil surtout si elle était présentée par le Parti québécois. »

On est donc encore bien loin de la déconfessionnalisation qui s'amorcera bientôt au pays de Joey Smallwood, Clyde Wells et Brian Tobin.

# Référendum X élection = gouvernement fédéral minoritaire...



**CHANTAL HÉBERT**  
du bureau de La Presse  
OTTAWA

**S**elon le calendrier politique normal, le Canada vient d'entamer sa dernière année complète avant la tenue d'élections générales. Elle pourrait même venir plus tôt que tard.

Au cours des prochains mois, les stratégies fédérales devront en effet décider où ils situent le prochain scrutin par rapport à la date butoir d'avril 1997 fixée par la Constitution pour une rencontre obligée sur la formule d'amendement.

Même à plus d'un an de l'échéance, personne n'estime que la rencontre d'un Québec dirigé par Lucien Bouchard et d'un Canada peu enclin à de grands réaménagements constitutionnels soit facilement porteuse de grands dividendes pour un gouvernement fédéral en quête de réélection. La sagesse pourrait dicter à Jean Chrétien de déclencher des élections générales au préalable.

Pour les libéraux fédéraux, cet inconfortable échéancier politique constitue l'un des legs encombrants de la modeste victoire fédéraliste du 30 octobre.

Un autre cadeau, plus empoisonné encore, réside dans le fait qu'avec la donne post-référendaire, les chances du PLC de récolter une majorité à l'issue des prochaines élections sont devenues presque aussi minces que celles de trouver d'ici là un consensus pancanadien sur l'unité nationale.

## Le Québec bloquiste

Le résultat du 30 octobre a presque complètement éteint les espoirs des partis fédéralistes de reprendre le Québec lors des prochaines élections fédérales.

Même aujourd'hui, alors que Jean Chrétien revendique la victoire pour son camp sur toutes les tribunes, ses stratégies admettent que leur volonté de faire provision de sang neuf au Québec est circonscrite par le fait que, depuis le référendum, leur position est devenue plus précaire dans certains de leurs propres comtés.

Le résultat référendaire est encore plus tragique pour le parti de Jean Charest. Pour les conservateurs qui voyaient les prochaines élections comme le moment d'une résurrection émanant du Québec, le scrutin s'an-



Preston Manning

nonce actuellement comme un enterrement de première classe.

Tous les espoirs conservateurs se fondaient sur une démobilisation des souverainistes au lendemain d'une défaite. Mais, dans la foulée du résultat serré du référendum, c'est tout le contraire qui se produit. Dans ce contexte, l'élection partielle de l'hiver dernier dans Brome-Missisquoi menace, pour les conservateurs, de faire figure de répétition générale en vue du prochain scrutin fédéral au Québec. Dans un vote polarisé entre le fédéralisme et la souveraineté, les fédéralistes sont peu enclins à se diviser. Ils ont tendance à reporter leur appui sur celle des formations qui a le plus de chances de battre les souverainistes, en l'occurrence, le PLC.

En écrasant les conservateurs, les libéraux fédéraux ont finalement toutes les chances de conserver leur mince mise actuelle au Québec. Ce phénomène pourrait même faire basculer une poignée de circonscriptions bloquistes dans leur camp.

Le Bloc québécois doit en effet certaines circonscriptions qu'il a remportées en 1993 à une simple division des autres votes entre conservateurs et libéraux. A cet égard, sept circonscriptions bloquistes sont particulièrement vulnérables. Ce sont Ahuntsic, Bourassa, Bellechasse, Anjou, Argenteuil-Papineau, Mégantic-Compton-Stanstead, Laprairie. De



Jean Chrétien

surcroît, ces circonscriptions ont toutes flirté avec le NON lors du référendum du 30 octobre.

Mais, à l'inverse, les libéraux pourraient perdre des plumes. Sous cet angle, le comté de Saint-Maurice de Jean Chrétien, où le OUI l'a emporté au référendum, est vulnérable. Ceux de Bonaventure et de Verdun-Saint-Paul sont également des sièges fragiles.

Dans l'état actuel des choses, même en ralliant tous les votes fédéralistes disponibles, Jean Chrétien récoltera toujours moins de tiers des sièges du Québec. Dans une élection polarisée entre fédéralisme et souveraineté, la mise du Bloc québécois ne tombera pas en-dessous de 45 à 49 sièges.

## Le reste du Canada de plus en plus réformiste

Prévisible au Québec, l'affaiblissement du vote conservateur ne l'est pas moins ailleurs au Canada. Le référendum a coûté au PC son principal avantage sur les réformistes, à savoir sa capacité de démontrer qu'il peut gagner des sièges au Québec.

Mais autant cette déchéance appréhendée des conservateurs avantage les libéraux en sol québécois, autant elle menace de leur nuire partout ailleurs.

En 1993, les libéraux fédéraux ont réussi un exploit en faisant élire un



Jean Charest

gouvernement majoritaire presque sans aide du Québec. Mais cet exploit reposait sur un balayage sans précédent de l'Ontario. Or, ce balayage ne résultait pas d'un changement fondamental des attitudes politiques des Ontariens mais bien d'une division des autres votes entre réformistes et conservateurs.

## Les votes conservateurs

Au Québec, les voix conservatrices de 1993 se reportent sur les libéraux parce que ce sont des votes essentiellement fédéralistes. Mais dans le reste du pays, ces mêmes votes se transposent plus naturellement aux réformistes. Il s'agit d'électeurs qui ont fermement résisté à la vague libérale des dernières élections.

Le fait que le PC n'était pas dirigé par un Québécois à cette époque ne leur déplaisait manifestement pas. Cette notion a encore pris du poil de la bête dans le reste du Canada depuis le 30 octobre.

Que se passerait-il si le vote conservateur de 1993 s'affaïssait dans le reste du Canada et que Preston Manning en hériterait ?

Du coup, le Parti réformiste serait automatiquement bien placé pour raffler plus d'une cinquantaine de sièges, en plus des 52 qu'il détient déjà.

## Un gouvernement minoritaire ?

En 1993, le Parti réformiste s'était classé deuxième derrière le PLC ou le NPD dans presque toutes les circonscriptions à l'ouest du Manitoba. Avec une concurrence conservatrice moins féroce, il balayerait la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Dans le meilleur des cas, le nombre de sièges que le PLC conserverait dans ces trois provinces se compterait sur les doigts d'une seule main.

Au Manitoba, la formation de Preston Manning serait en mesure de compléter la percée amorcée en 1993 alors qu'elle récoltait un seul siège et de s'installer dans un peu moins de la moitié des 14 circonscriptions de la province, tous d'anciens fiefs conservateurs.

En Ontario, les réformistes mèneraient une dure lutte aux libéraux dans une quarantaine de circonscriptions, presque toutes anciennement détenues par les conservateurs. Dans cette province, la moindre remontée des néo-démocrates, susceptibles de gruger des votes à gauche au PLC, améliorerait d'autant les chances des réformistes de faire basculer plusieurs sièges dans leur camp. Dans de telles conditions, Preston Manning pourrait également réaliser une modeste percée dans les Maritimes.

Le résultat prévisible du réalignment qui s'esquisse au Canada depuis la faible victoire fédéraliste du 30 octobre au Québec serait l'avènement d'un gouvernement minoritaire, vraisemblablement libéral mais peut-être même réformiste. C'est le Bloc québécois qui hériterait de la balance du pouvoir.

Dans un tel scénario, ni l'un ni l'autre des deux principaux partis aux Communes ne pourrait revendiquer une meilleure représentation pancanadienne. Les réformistes n'auraient aucune représentation au Québec et très peu dans les Maritimes. Mais les libéraux seraient à peu près absents à l'ouest du Manitoba et ne disposeraient pas d'une représentation significative dans les régions francophones du Québec. Le NPD et les conservateurs seraient réduits à leur plus simple expression et ne pourraient sauver la mise de l'un ou de l'autre des deux principaux partis advenant un vote aux Communes. A moins de s'entendre de façon formelle avec le Bloc québécois, ni les libéraux ni les réformistes ne pourraient gouverner le Canada...

# Ce n'est pas demain que la Birmanie verra poindre la démocratie



**PIERRE VENNAT**  
envoyé de La Presse  
RANGOON

**L**es militaires qui contrôlent la Birmanie (officiellement rebaptisée Myanmar) depuis 1988 n'ont pas l'intention de céder le pouvoir à la figure de proue de l'opposition démocratique, Aung San Suu Kyi, lauréate du prix Nobel de la paix. Malheur, donc, à quiconque osera entraver le travail de la junte militaire, qui, écrivait-on il y a quelques jours dans le quotidien anglophone national *The New Light of Myanmar*, « a donné beaucoup de son sang et de sa sueur pour éviter la désintégration de l'État ».

Curieux hasard, mais la junte a profité du passage dans le pays d'un ministre canadien, Lawrence MacAulay, secrétaire d'État aux Anciens combattants, accompagné de 75 militaires canadiens en uniformes mais sans armes et d'une cinquantaine de vétérans de la campagne de Birmanie de la Deuxième Guerre mondiale pour publier un programme en 12 points, (quatre objectifs politiques, quatre objectifs économiques et quatre objectifs sociaux), auxquels, prévient-on dans le communiqué officiel, « il est du devoir de tout citoyen de souscrire ».

Côté politique, la junte, présidée par le « président du Conseil d'état de la Restauration de l'ordre et de la loi, commandant en chef des Forces armées et généralissime », titre qui lui est constamment accolé dans les communiqués, le général Than Shwe, se fixe d'abord comme objectif de « rétablir la stabilité de l'État, la paix communautaire et la priorité de la loi et de l'ordre sur tout ».

La junte considère donc qu'elle doit poursuivre son travail de reconquête nationale, de façon à construire, dit-on, une nation moderne et développée grâce à une nouvelle constitution que la junte veut instaurer.

Mais Aung San Suu Kyi ne veut rien savoir d'une élection qui se tiendrait en vertu de cette constitution. Le parti de Mme Kyi avait remporté en 1990, avec 80 % des suffrages exprimés, les dernières élections démocratiques tenues dans ce pays. Victoire uniquement morale, puisque la junte ne voulut pas céder la place et qu'en plus, Aung San Suu Kyi fut je-



Aung San Suu Kyi, lauréate du Prix Nobel de la paix en 1991.

tée en prison en 1989 d'où elle n'est sortie qu'en juillet dernier, alors qu'elle fut libérée à la suite des pressions de l'opinion publique internationale.

Le leader de l'opposition démocratique birmane croit donc qu'une élection tenue sous la surveillance de l'armée et en vertu d'une constitution élaborée par elle et axée sur « la loi et l'ordre », tels que définis par l'armée ne peut constituer qu'une élection bidon.

Mais en même temps, Aung San Suu Kyi, fille du général Aung San, héros de l'indépendance birmane, doit retenir ses troupes pour éviter un bain de sang. En effet, en 1988, l'armée birmane avait massacré 3 000 de ceux-ci en plus d'en envoyer en prison des milliers d'autres. Or à Ran-

goon, ces jours-ci, la rumeur courait que l'armée avait vidé les prisons de plusieurs centaines de prisonniers de droit commun afin de faire de la place éventuellement pour des prisonniers politiques.

## La junte veut rester

Bref, la junte estime avoir encore fort à faire pour atteindre ses objectifs et entend donc garder le pouvoir. Dans un pays où tout tombe en lambeaux, où le seul aéroport international a des allures de hangar désaffecté, où les avions de la compagnie aérienne nationale sont de vieux coucous à hélice achetés dans des ventes à rabais, où les autobus les plus luxueux sont d'anciens cars mal repeints rachetés de la Régie autonome des transports parisiens ou d'une compa-

gnie de Berlin, l'armée, déjà aux prises avec les trafiquants de drogue, axe d'abord et avant tout le développement économique futur sur l'agriculture.

L'État compte également beaucoup sur 1996, année internationale du tourisme, pour relancer l'économie. Mais, malgré la construction non achevée de quelques nouveaux hôtels, qui ne seront d'ailleurs peut-être pas achevés à temps à voir la façon artisanale dont on les construit, il serait étonnant, d'après les diplomates en poste, que le boom espéré se produise. Le pays n'a pas d'infrastructures pour recevoir des touristes en grand nombre. Sans compter le fait qu'il est difficile d'obtenir un visa et que l'omniprésence des militaires ne pousse guère à s'aventurer dans le

pays, à moins d'être avec un groupe très encadré. Les Birmans forment néanmoins un peuple charmant et le pays renferme plusieurs pagodes de toute beauté et autres trésors bouddhistes.

## La performance militaire

Mais l'armée, qui est au pouvoir depuis 1988, estime faire mieux encore. Elle propose dans la déclaration officielle présentée en manchette du quotidien de Rangoon, il y a quelques semaines, de « relever le moral et la moralité du pays tout entier ; élever son prestige national et son intégrité, protéger son héritage naturel et son caractère national et enfin relever le niveau de santé, d'éducation et de forme physique de la nation toute entière ».

En attendant que ce beau programme se réalise, les autorités militaires birmanes estimaient avoir bien d'autres choses à faire que d'accueillir officiellement ou même de venir saluer un ministre canadien, fut-il accompagné de vétérans de l'aviation, de la marine et des services spéciaux canadiens de la Force 36, qui avaient pourtant aidé le pays à se libérer des Japonais 50 ans plus tôt.

Quant au contingent de militaires canadiens, venus constituer une garde d'honneur lors des cérémonies commémoratives, on leur a permis de descendre en uniforme, mais sans leurs armes, même chargées à blanc et même s'ils ne les avaient portées que dans des cimetières militaires appartenant au Commonwealth. C'est le seul pays où les membres d'une garde d'honneur canadienne n'ont pu porter de fusils à l'épaule.

Mais au le fond, le ministre MacAulay et les vétérans canadiens aimaient mieux ne pas avoir à se frotter avec les militaires birmans. Des militaires américains, du Bangladesh et du Sri Lanka, se sont pointés en uniforme, pour présenter leurs respects, mais on n'a vu aucun officiel ou militaire birman.

Dans un pays où l'armée est synonyme d'oppression, les dignitaires, vétérans et militaires canadiens aimaient mieux ne pas rencontrer leurs homologues birmans. « Nous ne sommes pas venus rendre hommage au gouvernement birman mais honorer nos morts », s'est d'ailleurs défendu le secrétaire d'État MacAulay, interrogé par *La Presse*.

La junte birmane l'a compris et s'est tenue coite.

Ce reportage a été réalisé avec la collaboration du secrétaire d'État aux Anciens combattants du Canada.

**POLITIQUE**

**« Un embarras dont on aurait pu se passer »**

*Un membre de la mission Chrétien en Asie a été mêlé à plusieurs fraudes*

Presse Canadienne  
NEW DELHI

Le premier ministre Jean Chrétien s'est dit gêné par le fait qu'un homme d'affaires reconnu coupable dans trois affaires de fraude fasse partie de la mission commerciale Equipe Canada, mais avoue qu'il n'y peut rien.

« Cela cause un embarras dont on aurait pu se passer », a répondu hier M. Chrétien en Inde lorsqu'il a été interrogé au sujet de Mongi Ferchichi, président et chef de la direction de la société Kam Biotechnology.

En soirée, M. Ferchichi a déclaré au cours d'une conférence de presse tenue à Surrey, en Colombie-Britannique, qu'il avait finalement décidé de ne pas participer à la mission commerciale à cause de toute la publicité faite sur son passé. Il a ajouté qu'il se rendrait donc tout seul en Malaisie et en Thaïlande plus tard.

M. Ferchichi, un homme d'affaires qui soutient détenir des microbes possédant un « ingrédient secret » qui sert à convertir l'eau d'égout en eau potable, avait été invité à aller rejoindre la délégation officielle d'hommes d'affaires canadiens en Malaisie, l'un des quatre pays visités par Equipe Canada.

Les responsables canadiens, qui n'ont pris connaissance que récemment des démêlés de M. Ferchichi avec la justice, ont essayé de le persuader de ne pas participer volontairement à la mission commerciale, mais il avait d'abord refusé. Selon des sources, les avocats du gouvernement fédéral ont prévenu les autorités que M. Ferchichi pourrait tenter une poursuite si jamais on l'empêchait de faire partie de la délégation.

M. Chrétien a d'abord défendu le droit de M. Ferchichi d'être du voyage.

« Pour moi, lorsque quelqu'un a payé sa dette à la société, il re-

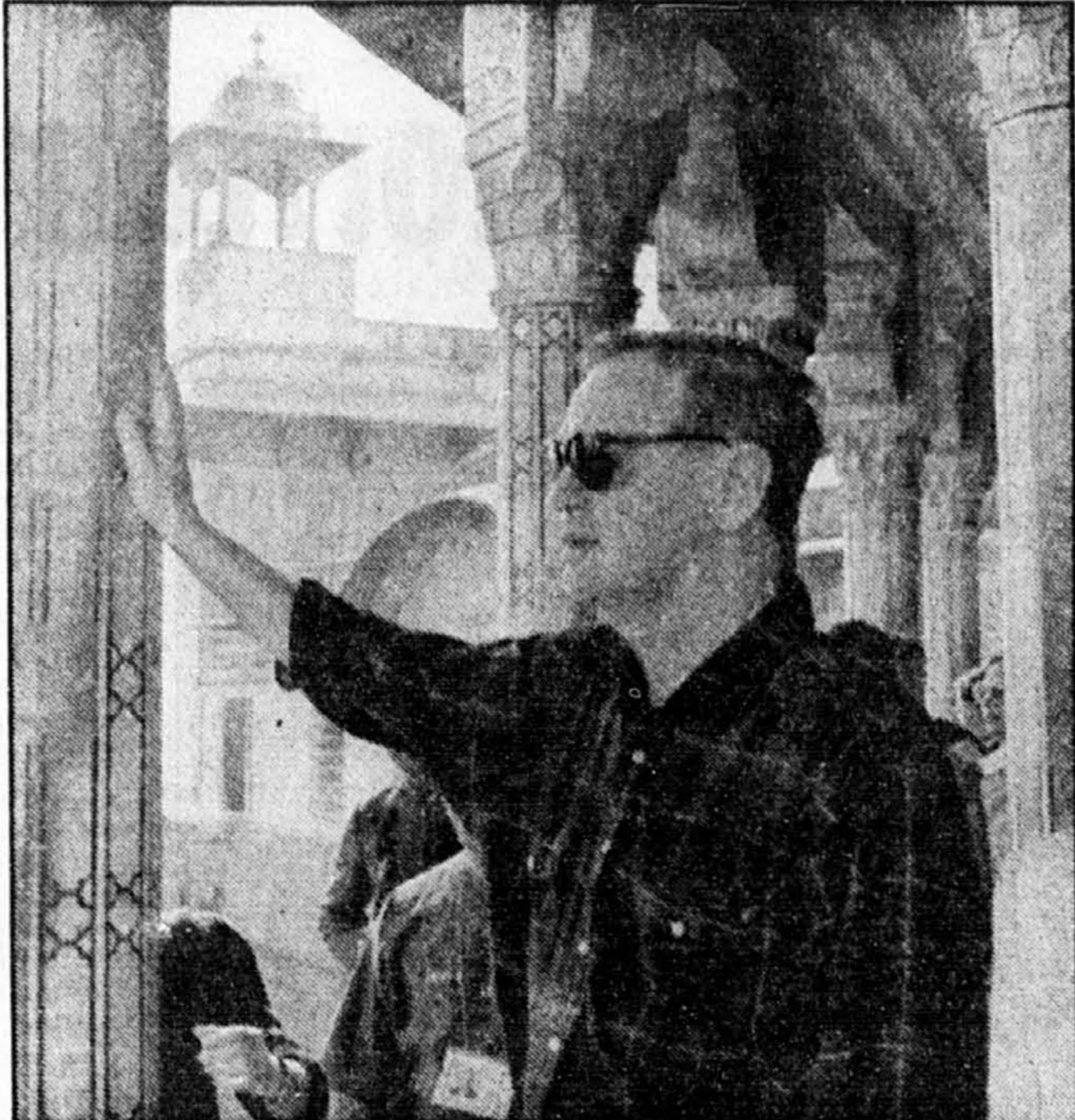


PHOTO PC

**Le premier ministre Jean Chrétien a profité de la mission commerciale d'Équipe-Canada en Inde pour visiter le Taj Mahal, à Agra.**

devient un citoyen à part entière. C'est le fondement même de notre système », a soutenu M. Chrétien.

**Des faux diplômes**

Mais M. Chrétien a changé d'avis peu après que le premier ministre de la Colombie-Britannique, Mike Harcourt, qui se trouvait à la conférence de presse avec lui, a déclaré souhaiter que M. Ferchichi décide de lui-même de ne pas participer à la mission.

« S'il devait aujourd'hui prendre deux semaines de vacances autre part qu'en Malaisie, ce se-

rait une bonne nouvelle », a dit M. Harcourt.

M. Ferchichi a plaidé coupable il y a trois mois sous deux chefs de fraude en Saskatchewan et a été condamné à payer une amende de 150 000 \$.

Les condamnations découlent de tractations effectuées en 1989, lorsque M. Ferchichi avait combiné du solvant avec un enduit étanche et créé ainsi son propre produit bienveillant envers l'environnement. Il avait réussi à obtenir plus d'un million de dollars d'entreprises de la Saskatchewan.

M. Ferchichi avait demandé à

un imprimeur de lui confectionner des diplômes en chimie et en biologie de l'Université de Paris.

M. Ferchichi avait aussi été trouvé coupable de fraude en 1974 et condamné à 18 mois de prison. Il a aussi été reconnu coupable d'agression en 1990.

Il soutient avoir découvert une formule secrète pour produire des microbes mangeurs de substances toxiques. Il tente apparemment de vendre une technologie similaire en Malaisie, promettant de convertir l'eau des égouts municipaux en eau potable pour l'irrigation.

M. Ferchichi a obtenu deux subventions de voyage totalisant 8 000 \$ par le biais d'un programme de l'Agence canadienne de développement international pour l'aider à remporter les contrats nécessaires pour participer à la mission commerciale Equipe Canada.

Les responsables canadiens ont indiqué que M. Ferchichi ne sera pas autorisé à participer à la cérémonie de signature de contrats en Malaisie.

Ils ont ajouté qu'il a peut-être réussi à se glisser dans la délégation parce qu'il n'avait pas été aussi facile de trouver des hommes d'affaires pour participer à la délégation en Malaisie que pour l'Inde et l'Indonésie.

Environ 300 entreprises participent à la mission commerciale en Inde, au Pakistan, en Indonésie et en Malaisie, mais toutes ne visitent pas les quatre pays.

Les entreprises canadiennes, qui ont signé des ententes d'une valeur de 444 millions à Bombay plus tôt cette semaine, doivent signer des accords valant des centaines de millions de plus aujourd'hui à New Delhi.

M. Chrétien veut doubler les échanges commerciaux avec l'Inde cette année et le quadrupler — à environ trois milliards — d'ici 1999.

**Endeavour évite un accident de la circulation spatiale**

Agence France-Presse  
CENTRE SPATIAL DE HOUSTON

La navette spatiale Endeavour a dû modifier sa trajectoire hier pour éviter une rencontre un peu trop rapprochée avec un satellite, a indiqué la NASA.

Les règles de sécurité de la NASA stipulent que la navette doit toujours se maintenir à une distance latérale d'au moins 1,8

km de distance de tout autre objet, et ne doit en aucun cas suivre ou être précédée par un tel objet à moins de 5,5 km.

Si elle n'avait pas modifié sa trajectoire, Endeavour se serait trouvée hier à 1,5 km d'un satellite de l'US Air Force. Celui-ci, lancé en mai 1994, est actuellement désactivé et constitue l'un des innombrables débris spatiaux qui jonchent l'espace.

Sentant venir le danger, la

NASA a « déterminé que nous allions passer trop près du satellite », a indiqué à l'AFP Linda Copley, un porte-parole de la NASA, précisant que la navette Endeavour avait effectué son virage hier vers 07H30 GMT.

La navette et ses six membres d'équipage ont entamé jeudi une mission spatiale de neuf jours, dont l'objectif principal est la récupération samedi d'un satellite japonais. Ce léger incident de

parcours ne modifie pas cette tâche, a précisé la NASA.

En aucun cas, l'équipage ou la navette ne se sont trouvés en danger, a indiqué Linda Copley.

**la Baie**  
services à domicile

**NOUS TOUJOURS PAYONS LA TPS ET LA TVQ!**

**NETTOYAGE DE TAPIS**

- 12 \$** Par pièce  
Deux pièces minimum.
- 44 \$** 4 pièces  
Plus nous nettoyons, plus vous économisez.
- 69 \$** Super offre!  
**Maison complète**  
5 pièces, 13 marches et 1 vestibule.



**NOTRE SERVICE 4 ÉTOILES : UNE GARANTIE DE SATISFACTION À COUP SÛR!**

- ★ Nos puissants appareils à la vapeur nettoient vos tapis à fond et leur rendent toute leur fraîcheur.
- ★ Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits plus passants.
- ★ Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles pour pouvoir nettoyer tous les coins.
- ★ Nous vous fixerons un rendez-vous qui vous convient. Nous travaillons même le samedi!



**39 \$** Canapé ou 2 fauteuils  
**69 \$** Canapé et causeuse

**39 \$** Nettoyage professionnel de conduits de ventilation\*  
Un conduit principal, plus 5,95 \$ par bouche.

**0,79 \$** Tapis synthétique  
Nettoyage de tapis d'appoint  
Tapis de laine : 0,89 \$ le pied carré. Frais minimums de 50 \$. Ramassage et livraison inclus.

Du lundi au samedi de 8 h à 18 h  
**Montréal. . . . . 339-5420**



\*Frais d'ouverture de la porte de visite non inclus. Demandez nos trousseaux de détachage StainSolution™. Renseignez-vous sur notre PROCÉDÉ DE NETTOYAGE COMBINÉ AU SHAMPOING ET À LA VAPEUR, offert à seulement 9,95 \$ de plus par pièce. Le traitement de protection des fibres, de même que le nettoyage des tapis traités au Stainmaster® ou des tapis berbères sont offerts moyennant des frais supplémentaires. Les salons et salles à manger combinés, ainsi que les pièces de plus de 200 pieds carrés sont considérés comme deux pièces. Le nombre minimal de pièces à nettoyer est de deux. Service de camion-usine moyennant 9,95 \$ additionnels par pièce. Certaines restrictions peuvent s'appliquer. Frais supplémentaires pour le nettoyage à sec et pour les tissus en coton hautes, les canapés modulaires et les coussins de dossiers non attachés. Le service n'est pas offert dans toutes les régions. Prix garantis pour les commandes passées jusqu'au 20 janvier 1996.

Du 15 au 21 janvier 1996

**Semaine québécoise sans fumer**

**Bonjour l'Air**

**Offrons-nous des espaces sans fumée**

Conseil québécois sur le tabac et la santé

avec l'appui de : Gouvernement du Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux

**ADRIEN ARPEL**  
Offre spéciale

L'européen : des soins pour le visage et les mains durant une heure plus un maquillage. Notre prix ord. 70 \$.

**25 \$, cette semaine seulement!**  
Cette offre se termine le 20 janvier.

**CE SOIN COMPREND :**

- Nettoyage en profondeur à l'électrobrosse
- Vaporisation de vapeur
- Exfoliation végétale des régions à ridules
- Massage manuel raffermissant
- Massage et soin du contour des yeux
- Soins exfoliant par électrobrosse douce
- Soins à la paraffine chaude pour la région du menton
- Masque tonifiant et raffermissant
- Soins jeunesse en 3 étapes pour les mains

Lorsque nous aurons terminé de chouchouter votre visage, nous vous maquillerons tout en vous apprenant comment masquer les imperfections.

*Offre limitée. Réservez votre place dès aujourd'hui en portant les frais à votre compte la Baie*

**TÉLÉPHONEZ DÈS MAINTENANT POUR PRENDRE RENDEZ-VOUS!**

Rue Sainte-Catherine O. 281-4781    Galeries d'Anjou 353-3300, poste 3204    Mail Champlain 466-3220, poste 215  
Centre Rockland 739-5521, poste 251    Carrefour Laval 687-1540, poste 3210    Promenades Saint-Bruno 653-4455, poste 2243

Nous sommes désolés, mais le nombre de places est limité.

**la Baie**  
Compagnie de la Baie d'Hudson  
**L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX®**

